

Banque nationale suisse
Balance suisse des paiements 2011

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 31 11

Renseignements

bop@snb.ch

Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse

Banque nationale suisse, Bibliothèque, Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 32 84; fax: +41 44 631 81 14
Adresse e-mail: library@snb.ch

Langues

Le présent rapport est publié en langues française, allemande et anglaise.

Internet

Les publications de la Banque nationale suisse sont disponibles sur Internet, à l'adresse www.snb.ch, Publications/Publication de données statistiques.

Droit d'auteur/copyright®

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, notamment ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source. Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La clause de non-responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2012

Imprimé en

août 2012

Impression

Neidhart + Schön AG, CH-8037 Zurich

ISSN 1661-1497 (version imprimée)

ISSN 1661-1500 (version électronique)

Table des matières

Page

4	Evolution de la balance des paiements en 2011 – Résumé
6	Composantes de la balance des paiements – Examen à long terme et commentaires 2011
6	Balance des transactions courantes
8	Marchandises
10	Services
17	Revenus du travail
18	Revenus de capitaux
22	Transferts courants
23	Mouvements de capitaux
24	Investissements directs
27	Investissements de portefeuille
28	Produits dérivés et structurés
29	Autres mouvements de capitaux
29	Crédits des banques commerciales
30	Crédits des entreprises
30	Crédits de la Banque nationale
31	Autres investissements
32	Réserves monétaires
33	Erreurs et omissions nettes
34	Commerce de transit en Suisse
42	Commentaires
45	Fondements juridiques
45	Fondements méthodologiques
47	Définition des groupes de branches
48	Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs
A1	Tableaux
A2	1.1 Balance suisse des paiements, aperçu
A4	2.1 Marchandises
A5	3.1 Services
A7	4.1 Revenus du travail et de capitaux
A8	5.1 Transferts courants
A9	6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs
A10	6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays
A12	7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs
A13	7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays
A14	8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres
A15	8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie
A16	9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie
A17	10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches
A18	Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

Evolution de la balance des paiements en 2011 – Résumé

Le solde actif de la balance suisse des transactions courantes a diminué, passant de 82 milliards de francs en 2010 à 62 milliards l'année suivante. Il représentait ainsi 11 % du produit intérieur brut (PIB), contre 15% en 2010. Son repli est dû surtout à l'excédent de recettes au titre des revenus de capitaux, excédent qui a fléchi de 17 milliards pour s'établir à 32 milliards de francs. Ce fléchissement a concerné en particulier les revenus tirés des investissements directs à l'étranger. Les échanges de marchandises et de services avec l'étranger se sont soldés par un excédent de recettes de 60 milliards de francs, contre 62 milliards l'année précédente. Les recettes découlant des exportations de marchandises et de services ont progressé de 1%, tandis que les dépenses résultant des importations dans ce domaine ont augmenté de 2%.

Les mouvements de capitaux se sont soldés par une exportation de fonds de 46 milliards de francs, contre 106 milliards l'année précédente. En 2011 également, les transactions de la Banque nationale ont sensiblement influé sur les mouvements de capitaux. Mesurées aux transactions effectuées, les réserves monétaires se sont accrues de 43 milliards de francs (exportation de capitaux). En outre, la Banque nationale a exporté des capitaux pour un montant net de 9 milliards de francs dans ses crédits avec des banques centrales et des banques commerciales à l'étranger. Du côté des investissements directs, les flux de capitaux se sont soldés par une exportation de fonds de 35 milliards de francs. Les investissements de portefeuille ont eux aussi conduit à une sortie nette de fonds (17 milliards de francs). Cette évolution s'explique principalement par les opérations de la Banque nationale. Celle-ci a en effet racheté des Bons qu'elle avait émis et qui étaient encore en circulation, et n'a plus renouvelé certains Bons arrivés à échéance. Des importations nettes de capitaux ont été enregistrées surtout dans les crédits des banques commerciales (à hauteur de 49 milliards de francs) et dans ceux des entreprises (à concurrence de 10 milliards).

Balance des transactions courantes

Dans les échanges de marchandises avec l'étranger (commerce spécial), les recettes tirées des exportations ont progressé de 2% en 2011. Les dépenses dues aux importations se sont quant à elles maintenues à leur niveau de l'année précédente. Les ventes à l'étranger d'instruments de précision, de montres et de bijoux se sont accrues de 12%, enregistrant ainsi la plus forte expansion. Les exportations de l'industrie des machines, des appareils et de l'électronique ont légèrement augmenté (+1%). Par contre, celles de la chimie – la principale branche exportatrice – ont reculé de 2%.

Du côté des importations, les achats à l'étranger d'agents énergétiques ont fortement progressé (+15%) du fait surtout de hausses de prix, alors que ceux de biens de consommation et de biens d'équipement ont diminué. Le solde actif des échanges de marchandises (commerce spécial) a passé de 20 milliards à 24 milliards de francs.

Dans les échanges transfrontaliers de services, les recettes ont reculé de 2%. Cette évolution est due surtout aux recettes que les banques tirent de leurs services financiers; en baisse depuis quatre ans, elles ont fléchi de 8% en 2011 pour s'établir à 15 milliards de francs. Les rentrées du commerce de transit et celles qui découlent des droits d'utilisation de la propriété intellectuelle (licences et brevets) se sont maintenues à leur niveau de l'année précédente, soit à respectivement 20 milliards et 17 milliards de francs. Les recettes provenant du tourisme (16 milliards de francs) sont elles aussi restées inchangées. Par contre, les résidents ont davantage voyagé à l'étranger, étant donné l'affaiblissement des monnaies étrangères sur les marchés des changes. Les dépenses pour des voyages à l'étranger ont augmenté de 6%, atteignant ainsi 12,4 milliards de francs. Dans le domaine des licences et brevets, les dépenses se sont accrues de 11% pour atteindre 19 milliards de francs. Au total, les dépenses au titre des services ont porté sur un montant dépassant de 5% celui de 2010. L'excédent de recettes dans les échanges de services a par conséquent diminué de 3 milliards, s'établissant à 46 milliards de francs.

Les revenus tirés des investissements directs à l'étranger (recettes) ont fléchi de 21 milliards pour s'inscrire à 54 milliards de francs. Les sociétés financières et holdings, mais aussi les banques et les entreprises de l'industrie ont enregistré une baisse des recettes. En recul de 4 milliards, les revenus découlant des investissements directs en Suisse (dépenses) se sont établis à 34 milliards de francs. Les entreprises du commerce ont joué un rôle déterminant dans cette évolution. Les recettes tirées des investissements de portefeuille à l'étranger ont légèrement diminué, mais les dépenses dues aux investissements de portefeuille en Suisse ont augmenté à la suite des dividendes plus élevés qui ont été versés à des non-résidents. Les recettes au titre des autres placements ont progressé grâce principalement aux revenus accrus que la Banque nationale a tirés de ses placements de devises, mais aussi grâce à ceux que les entreprises ont obtenus de leurs opérations de crédits. Par contre, les recettes et les dépenses dans les opérations d'intérêts des banques ont continué à se replier à la suite de la baisse des taux d'intérêt et de la diminution, en moyenne annuelle, du volume des capitaux engagés dans ces opérations. Au total, l'excédent de recettes au titre des revenus de capitaux a fléchi de 17 milliards pour s'établir à 32 milliards de francs. Ce recul a contribué de manière déterminante au fléchisse-

ment du solde actif de la balance des transactions courantes, solde qui a passé de 82 milliards en 2010 à 62 milliards de francs l'année suivante.

Mouvements de capitaux

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont diminué, passant de 71 milliards de francs en 2010 à 37 milliards en 2011. Les sociétés financières et holdings en mains étrangères ont joué un rôle primordial dans ce recul. D'une année à l'autre, les entreprises du commerce, les compagnies d'assurances et les banques ont elles aussi réduit leurs investissements à l'étranger. En revanche, les entreprises de l'industrie, en particulier celles de la chimie et du plastique, ont sensiblement accru leurs exportations de capitaux dans ce domaine. Comme l'année précédente, les entreprises suisses ont investi en majeure partie outre-mer. Pour la première fois, les pays d'Asie ont été les principaux bénéficiaires des investissements directs suisses. Du côté des investissements directs étrangers en Suisse, les afflux et reflux de fonds se sont en grande partie compensés. Ils ont en effet entraîné une importation de capitaux de 3 milliards de francs seulement. Sous le poste *Capital social*, les ventes d'entreprises et les remboursements de capital ont atteint une somme nettement supérieure à celle des acquisitions d'entreprises en Suisse. Ces désinvestissements ont été cependant plus que compensés par les bénéfices réinvestis en Suisse. Les entreprises du commerce et celles de la chimie et du plastique ont bénéficié d'investissements directs étrangers, alors que les sociétés financières et holdings et les compagnies d'assurances ont enregistré des désinvestissements.

Dans le domaine des investissements de portefeuille à l'étranger, les résidents ont acquis des actions et des papiers monétaires d'émetteurs étrangers, mais vendu des obligations, des *notes* et des parts de placements collectifs. Au total, les investissements de portefeuille suisses à l'étranger ont conduit à une importation de capitaux de 3 milliards de francs. Du côté des investissements de portefeuille étrangers en Suisse, 20 milliards de francs ont été rapatriés à l'étranger. Cette exportation de capitaux s'explique en majeure partie par le fait que la Banque nationale a racheté des Bons qu'elle avait émis et qui étaient encore en circulation, et n'a plus renouvelé certains Bons arrivés à échéance.

Dans leurs opérations transfrontières de crédits et de dépôts, les banques commerciales ont importé des capitaux pour un montant net de 49 milliards de francs. Des fonds ont en effet afflué vers la Suisse à hauteur de 18 milliards de francs dans les opérations interbancaires et à hauteur de 30 milliards dans les opérations avec la clientèle à l'étranger. Dans leurs opérations de crédits, les entreprises ont réduit leurs créances sur l'étranger et accru leurs engagements envers l'étranger. Il en a découlé une importation nette de capitaux de 10 milliards de francs. Dans ses opérations portant sur les crédits, la Banque nationale a augmenté ses créances et ses engagements vis-à-vis de l'étranger, d'où une exportation nette de fonds de 9 milliards de francs. Une exportation nette de capitaux a été également observée dans le domaine des réserves monétaires; mesurées aux transactions effectuées, celles-ci se sont accrues de 43 milliards de francs.

Soldes de la balance des paiements

En milliards de francs

Tableau 1

	2007	2008	2009	2010	2011
Balance des transactions courantes	46.6	11.8	58.5	81.7	61.5
Marchandises	9.4	15.1	16.4	13.2	14.4
Services	45.5	50.2	45.9	48.9	45.6
Revenus du travail	-12.5	-13.2	-13.7	-17.0	-18.5
Revenus de capitaux	15.6	-26.2	22.9	49.2	31.8
Transferts courants	-11.4	-14.1	-13.1	-12.6	-11.7
Transferts en capital	-5.0	-3.8	-3.8	-4.6	-1.4
Mouvements de capitaux	-57.4	-9.0	-21.9	-106.4	-46.0
Investissements directs	-22.3	-32.7	2.5	-49.7	-34.8
Investissements de portefeuille	-23.3	-38.5	-32.1	31.0	-16.9
Produits dérivés et structurés	-12.8	7.4	2.5	1.3	4.2
Autres mouvements de capitaux	5.0	59.0	51.9	48.9	44.2
dont					
Crédits des banques commerciales	5.7	62.8	43.2	13.6	49.1
Crédits des entreprises	6.6	-12.3	-5.2	-4.0	9.9
Crédits de la Banque nationale	0.0	-35.1	17.9	30.6	-9.0
Autres investissements	-7.3	43.5	-4.0	8.7	-5.8
Réserves monétaires	-4.1	-4.1	-46.8	-137.8	-42.6
Erreurs et omissions nettes	15.9	0.9	-32.8	29.3	-14.1

Composantes de la balance des paiements – Examen à long terme et commentaires 2011

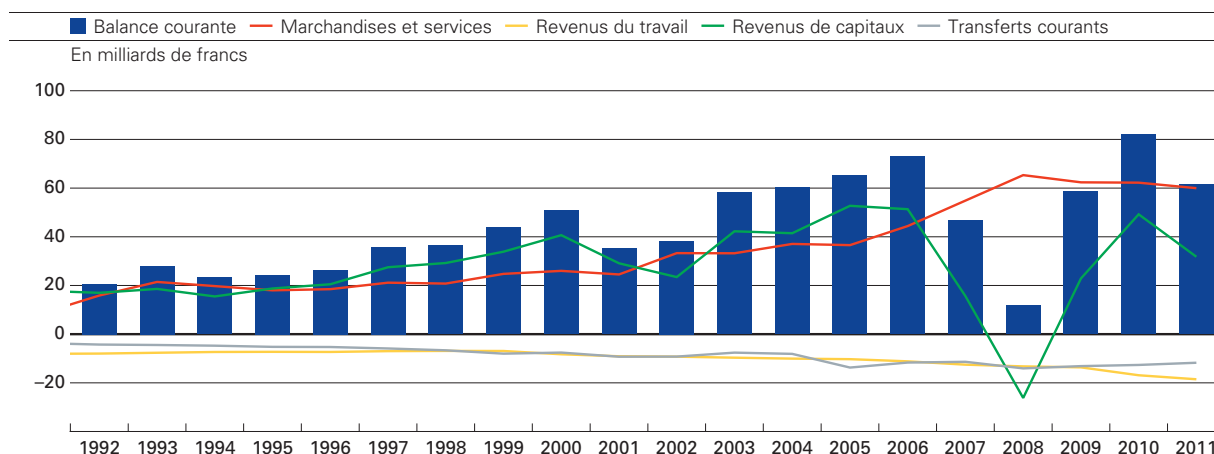
Balance des transactions courantes

L'évolution économique en Suisse et à l'étranger et la situation sur les marchés financiers influent fortement sur les principales composantes de la balance des transactions courantes, à savoir les échanges de marchandises et de services et les revenus de capitaux. Les revenus du travail et les transferts courants dépendent également en partie de la conjoncture, mais ils ne sont pas décisifs pour l'évolution de la balance des transactions courantes. Dans les années 1990, la croissance économique en Suisse était faible en comparaison avec celle observée, par exemple, aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni, mais elle s'est renforcée à la fin de la décennie. L'éclatement de la bulle Internet, au début des années 2000, a provoqué un effondrement de la conjoncture à l'échelle mondiale, qui a été suivi d'une forte reprise économique entre 2004 et 2007. Par la suite, la croissance économique s'est effondrée en Suisse et à l'étranger du fait de la crise financière. En 2008, les turbulences sur les marchés financiers ont particulièrement affecté les recettes de la Suisse issues des placements de capitaux à l'étranger.

Le solde de la balance des transactions courantes s'établissait à 15 milliards de francs au début des années 1990, soit à 4% du produit intérieur brut (PIB). Hormis un affaiblissement en 1994 et en 2001, il a augmenté de manière continue jusqu'en 2006, pour atteindre 73 milliards de francs (15% du PIB). Il a considérablement baissé les deux années suivantes en

raison de la crise financière, et s'inscrivait à 12 milliards de francs (2% du PIB) en 2008. Par la suite, le solde de la balance des transactions courantes s'est de nouveau accru pour s'élever, en 2010, à 82 milliards de francs, ce qui correspond à 15% du PIB. Les revenus nets de capitaux ont été déterminants pour l'évolution de ce solde: ils ont passé de 17 milliards de francs en 1992 à 53 milliards en 2005, malgré une forte diminution au début des années 2000. En 2007, ils ont subi un recul marqué en raison de la crise des marchés financiers et se sont établis à 16 milliards de francs. En 2008, ils ont enregistré un solde passif (26 milliards de francs), pour la première fois depuis que la balance des transactions courantes est dressée (1947). Ils ont toutefois de nouveau dégagé un excédent de recettes en 2009 (23 milliards de francs) et en 2010 (49 milliards). Ces fortes fluctuations tenaient principalement aux revenus des investissements directs. Dans le commerce des marchandises et des services, le solde actif a eu tendance à progresser depuis 1992 pour s'inscrire à 62 milliards de francs en 2010. Le solde actif des échanges de services a constamment été positif, alors que le solde des échanges de marchandises a fortement varié. Ce dernier a généralement été négatif entre 1992 et 2001, puis, les années suivantes, il a toujours affiché des valeurs positives, comprises entre 3 milliards et 16 milliards de francs. Les revenus du travail, déterminés par les salaires versés aux frontaliers étrangers, et les transferts courants affichaient constamment des soldes passifs, qui ont passé respectivement de 8 milliards de francs à 17 milliards et de 4 milliards de francs à 13 milliards entre 1992 et 2010.

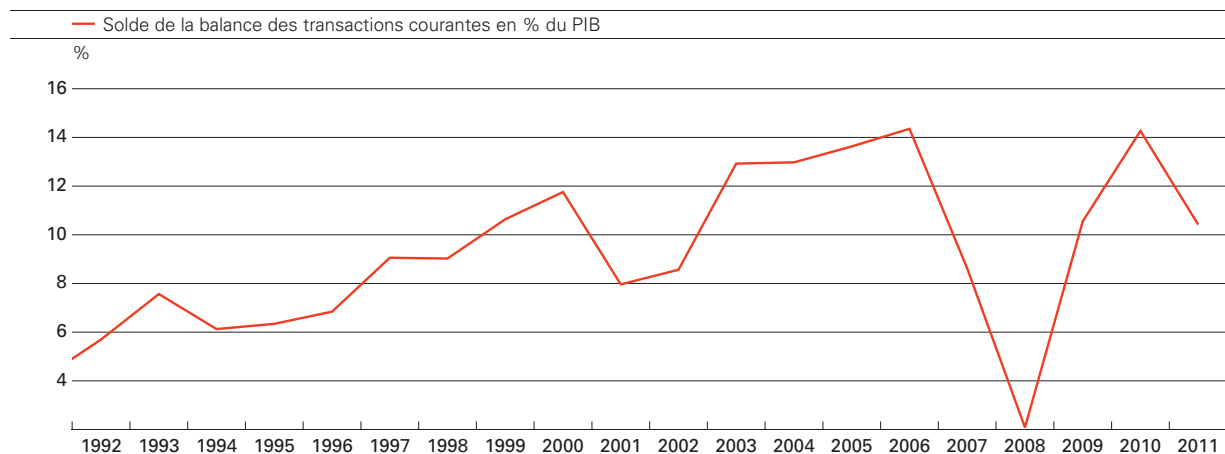
Graphique 1
Balance des transactions courantes, solde



En 2011, le solde actif de la balance des transactions courantes a reculé de 20 milliards pour s'établir à 62 milliards de francs, ce qui représente 11% du PIB. Cette évolution découle principalement d'un repli du solde actif des revenus de capitaux, celui-ci ayant fléchi de 17 milliards pour s'inscrire à 32 milliards de francs. Une diminution a notamment été observée pour ce qui est des revenus tirés des investissements directs à l'étranger (recettes). Un excédent de recettes a été enregistré dans les échanges de marchandises; il se chiffre à 14 milliards de francs, contre 13 milliards l'année pré-

cédente. En ce qui concerne les échanges de services, l'excédent de recettes a diminué de 3 milliards, passant à 46 milliards de francs. Ce recul s'explique par une augmentation des dépenses au titre des droits pour l'utilisation de licences et de brevets. Comme les années précédentes, les revenus du travail ont enregistré un solde passif; celui-ci a progressé de 2 milliards, s'élevant à 19 milliards de francs. Les transferts courants se caractérisent traditionnellement par un solde passif; en 2011, ce dernier s'établissait à 12 milliards de francs et avait donc régressé de 1 milliard par rapport à 2010.

Graphique 2
Solde de la balance des transactions courantes, en % du produit intérieur brut



Marchandises

Commerce extérieur (commerce spécial)

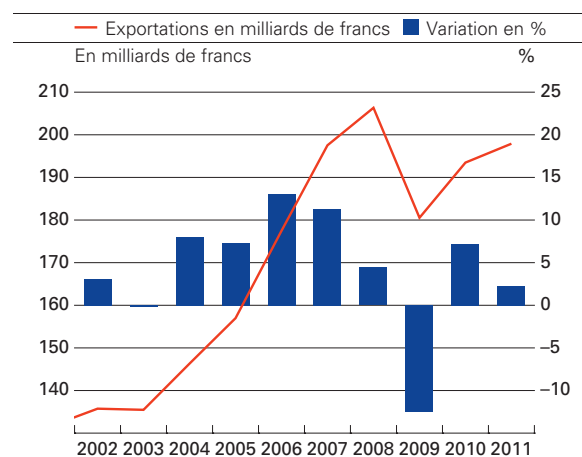
Le commerce extérieur (commerce spécial) dépend notamment de l'évolution conjoncturelle en Suisse et à l'étranger et des cours de change. Après avoir baissé au début des années 2000, les exportations ont encore fortement augmenté jusqu'en 2007. La crise financière a entraîné un nouveau fléchissement en 2008, et les exportations ont même reculé en 2009. Elles se sont toutefois redressées dès 2010, après la baisse de l'année précédente. Leur composition s'est modifiée ces dix dernières années: la part des biens de consommation a ainsi passé de 40% à 50%, en particulier grâce à l'industrie chimique, qui constitue la principale branche exportatrice. Affichant la croissance la plus robuste entre 2002 et 2009, la chimie a été moins touchée que les autres branches par les fléchissements du début des années 2000, car elle est moins liée à la conjoncture¹. Les exportations d'instruments de précision, de montres et de bijoux ont également enregistré une forte progression. Les ventes à l'étranger de ces branches se sont ainsi hissées au deuxième rang des exportations en 2010, à la place de celles de l'industrie des machines et de l'électronique. Celle-ci dépend énormément de l'évolution économique à l'étranger et elle a présenté, dans l'ensemble, une croissance nettement plus faible. La ventilation géographique des exportations n'a guère changé durant cette période, même si des économies émergentes et en transition comme la Chine ont gagné en importance. Ces dix dernières années, la part des exportations vers l'Allemagne a avoisiné les 20%, les Etats-Unis venant ensuite avec 10% environ. Les exportations vers la France et l'Italie représentent entre 8% et 9%.

Du côté des importations, les parts des groupes de marchandises ont peu changé entre 2002 et 2010. Les biens de consommation constituaient le principal groupe (41% en moyenne). Les parts des biens d'équipement ainsi que des matières premières et des produits semi-finis s'établissaient, en moyenne, à 26% chacune. Les matières premières et les produits semi-finis servent souvent aux prestations en amont dans la production des marchandises d'exportation et réagissent plus tôt et plus fortement aux fluctuations conjoncturelles que les exportations. L'importation d'agents énergétiques a été sensiblement marquée par des variations de prix. Près d'un tiers des importations totales provenait d'Allemagne, et 10% à 12% de France et d'Italie. La Chine, qui fait partie des économies en transition, a augmenté sa part jusqu'en 2010 pour la porter à 3%.

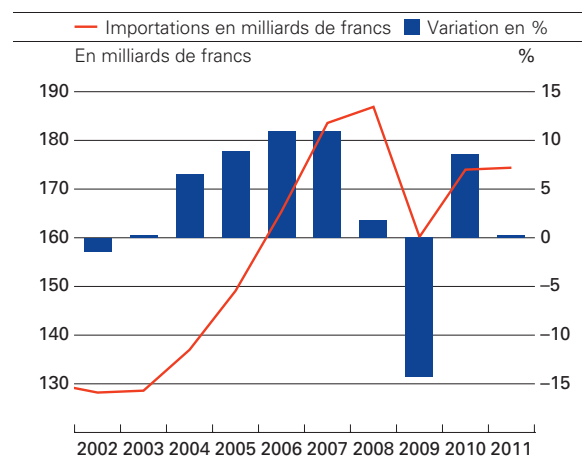
Entre 2002 et 2010, la balance commerciale a toujours affiché un excédent des exportations. Celui-ci a progressé de 8 milliards de francs, passant à 19 milliards.

Durant l'exercice sous revue, les recettes tirées des exportations ont augmenté de 2% dans le commerce extérieur (commerce spécial) malgré l'appréciation du franc, tandis que les dépenses dues aux importations étaient comparables à celles de l'année précédente. Les exportations et les importations sont toutefois demeurées inférieures au pic atteint en 2008. Le solde actif issu du commerce des marchandises a progressé de 4 milliards en 2011 pour s'établir à 24 milliards de francs. Les ventes à l'étranger des différentes branches ont évolué diversement: les livraisons d'instruments de précision, de montres et de bijoux, qui se sont accrues de 12%, ont enregistré la plus forte hausse, principalement grâce à un accroissement des exportations de montres. L'industrie des machines, des appareils et de l'électronique a fourni 1% de biens en plus à l'étranger. L'industrie chimique, qui est la principale branche exportatrice de Suisse, a enregistré un recul de 2% par rapport à 2010; tous les segments ont fléchi, à l'exception des produits immunologiques.

Graphique 3
Commerce extérieur, en valeur, exportations



Graphique 4
Commerce extérieur, en valeur, importations



¹ Voir également le chapitre «Evolution à long terme de la balance commerciale» dans la Balance suisse des paiements 2010.

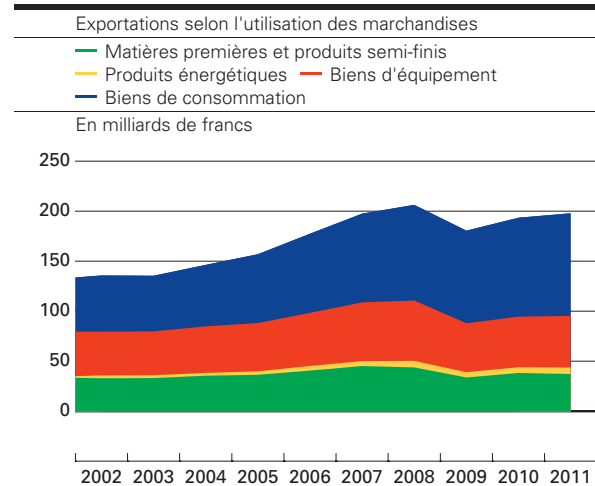
Source pour graphiques 3 et 4: AFD.

Au total, les exportations à destination de l'Union européenne (UE) ont reculé de 1%. Les livraisons à la France ont diminué de 5%, tandis que celles à l'Allemagne et à l'Italie ont augmenté de respectivement 6% et 2%. Les exportations vers les Etats-Unis ont progressé de 3%. Les livraisons aux pays en transition se sont sensiblement accrues et représentent 18% des exportations. Elles comprennent les ventes vers la Chine, qui ont grimpé de 19%. Les exportations de marchandises aux pays émergents ont progressé de 8% et celles aux pays en développement, de 4%.

Du côté des importations, les livraisons d'agents énergétiques ont augmenté de 15%, principalement en raison des prix. Les importations de matières premières et de produits semi-finis étaient comparables à celles de l'année précédente. Les dépenses liées aux importations de biens de consommation ont légèrement fléchi (-1%), du fait surtout d'une baisse des achats d'ornements en or. Les livraisons de biens d'équipement ont reculé de 3%. Les importations de biens en provenance de l'UE se sont accrues de 1%, l'Allemagne ayant livré 2% de marchandises en plus à la Suisse. Les achats de marchandises dans les économies en transition ont nettement augmenté (+4%), les livraisons en provenance de Chine s'étant intensifiées de 4%. Les importations issues des pays émergents ont affiché une progression de 3% par rapport à l'année précédente. Elles ont en revanche diminué de 4% depuis les Etats-Unis et même de 21% depuis les pays en développement.

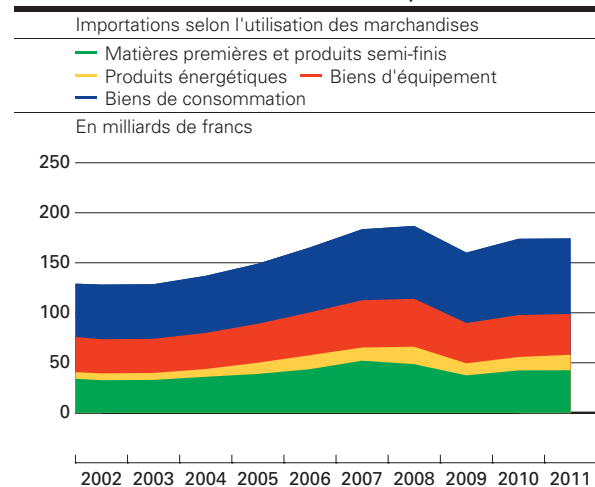
Graphique 5

Commerce extérieur, en valeur, exportations



Graphique 6

Commerce extérieur, en valeur, importations



Source pour graphiques 5 et 6: AFD.

Commerce extérieur (commerce spécial) en 2011: répartition géographique

Tableau 2

	Exportations, en milliards de francs	Importations, en milliards de francs	Exportations, variation en % par rapport à l'année précédente	Importations, variation en % par rapport à l'année précédente
UE	112.7	139.4	-0.5	1.2
dont				
Allemagne	39.9	58.5	5.5	2.2
France	14.4	15.5	-4.9	1.9
Italie	15.8	19.0	1.7	3.3
Etats-Unis	20.0	7.8	2.7	-4.0
Economies en transition	13.4	9.4	17.5	3.9
dont				
Chine	8.4	6.3	19.4	3.5
Economies émergentes	22.8	6.9	7.9	3.2
Pays en développement	16.5	6.1	3.9	-20.9
Autres	12.2	4.1	-1.1	-12.7
Total	197.6	173.7	2.1	-0.2

Source: AFD.

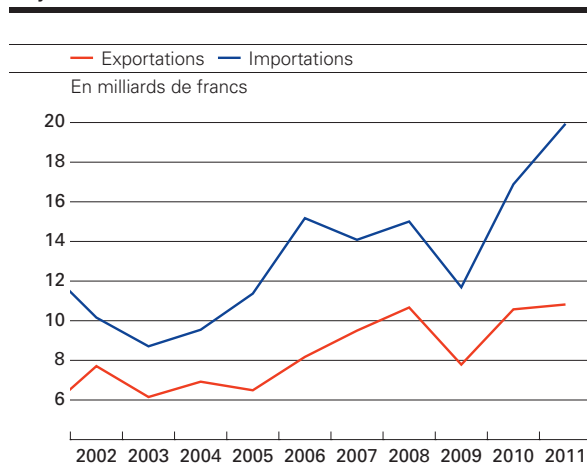
Autres marchandises

Le commerce de métaux précieux et de pierres gemmes joue un rôle déterminant dans l'évolution du poste *Autres marchandises*. Cette composante des échanges de marchandises peut subir de fortes fluctuations, tant pour ce qui est des quantités que des prix. Entre 2002 et 2010, les importations étaient toujours supérieures aux exportations, le solde passif fluctuant entre 2 et 6 milliards de francs. L'importation d'or industriel, l'achat et la vente de bateaux pour le Rhin et de navires de haute mer, le trafic non contrôlé de marchandises (c'est-à-dire la contrebande) et les réparations de marchandises font également partie de cette catégorie.

Durant l'exercice sous revue, les recettes découlant des exportations ont augmenté de 2%. La progression des dépenses dues aux importations a été nettement plus marquée (18%), principalement en raison de dépenses plus élevées pour les achats d'or et d'argent industriels. Dans l'ensemble, le solde passif s'est accru de 3 milliards de francs d'une année à l'autre, pour s'établir à 9 milliards.

Graphique 7

Métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art



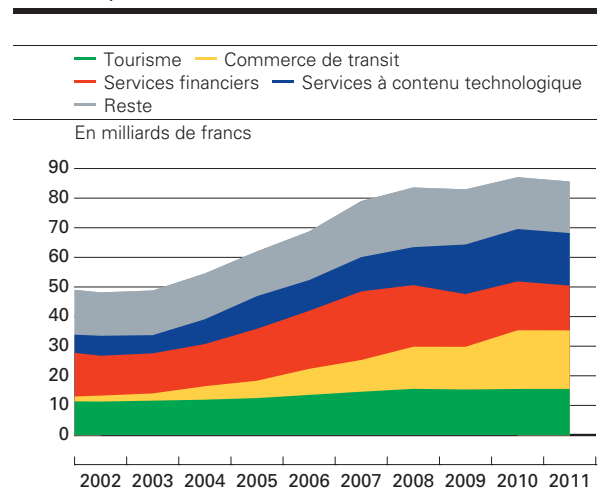
Source: AFD.

Services

Les recettes tirées des principales catégories de services ont évolué de façon contrastée au cours des dix dernières années. Celles qui sont issues des services financiers représentaient un tiers du total entre 2002 et 2007, constituant alors la principale catégorie des exportations. Elles ont considérablement reculé en raison de la crise financière, et leur part dans les recettes totales a diminué pour représenter à peine un cinquième. Les recettes découlant du commerce de transit (*merchanted*) ainsi que des licences et brevets (qui figurent sous la rubrique *Services à contenu technologique*) ont en revanche fortement progressé ces dernières années. En 2010, les recettes résultant du commerce de transit ont dépassé celles des services financiers, faisant perdre à ceux-ci leur place de principale catégorie des exportations. Les recettes du tourisme ont peu influé sur l'évolution globale, leur part dans le total des recettes ayant légèrement fléchi. Du côté des dépenses, la forte croissance des services à contenu technologique a déterminé l'évolution des dépenses totales. Ils sont devenus en 2009 la principale catégorie des importations, devant le tourisme.

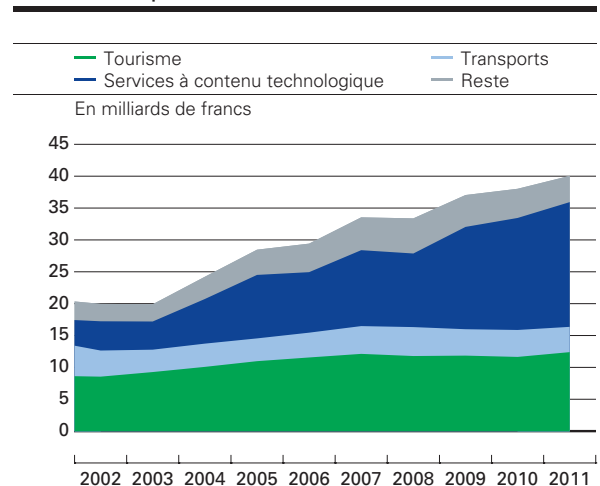
Graphique 8

Services, recettes



Graphique 9

Services, dépenses



Tourisme

Le tourisme comprend les séjours de vacances et d'affaires (y compris les cures, les séjours hospitaliers et d'études), le trafic journalier et de transit et les dépenses de consommation des frontaliers. Les séjours de vacances et d'affaires en constituent la principale composante. L'évolution du tourisme dépend de la conjoncture en Suisse et à l'étranger ainsi que des cours de change. Ces dernières années, la conquête de nouveaux marchés a également contribué au développement positif des recettes liées au tourisme.

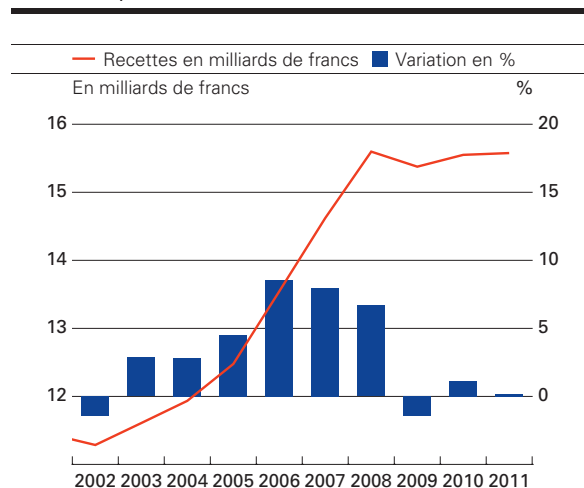
Après un léger recul en 2002, les recettes liées au tourisme ont fortement progressé entre 2003 et 2008, passant de 11 milliards de francs à 16 milliards. En 2009, la récession mondiale a entraîné une faible baisse des recettes, qui se sont inscrites à 15 milliards de francs; cette baisse a été compensée dès 2010. La provenance des hôtes étrangers pour les séjours de vacances et d'affaires s'est quelque peu modifiée sur la période examinée: la part des touristes venant d'Allemagne, le principal pays d'origine, a passé de 32% à 26% et celle des hôtes des Etats-Unis a elle aussi fléchi (de 9% à 7%). En revanche, la proportion de touristes venant d'Asie, en particulier d'Inde, de Chine et des pays arabes, a augmenté.

En 2002, les recettes issues du tourisme s'établissaient à 9 milliards de francs. Elles ont progressé jusqu'en 2007 pour s'inscrire à 12 milliards de francs et se situent depuis dans cet ordre de grandeur.

Les recettes issues du tourisme durant l'exercice sous revue étaient presque similaires à celles de l'année précédente (16 milliards de francs). Le nombre d'hôtes provenant de la zone euro, en particulier d'Allemagne et des Pays-Bas, ainsi que du Royaume-Uni a reculé. En revanche, davantage de touristes d'Asie, notamment de Chine, sont venus en Suisse. Dans l'ensemble, les hôtes étrangers en Suisse ont dépensé un peu moins qu'en 2010 pour les nuitées d'hôtel. Les recettes tirées des séjours hospitaliers, des cures et des séjours d'études, qui font également partie du tourisme, ont progressé. Dans le trafic journalier et de transit, les dépenses en Suisse ont diminué d'une année à l'autre. Toutefois, la valeur plus faible des monnaies étrangères a incité les résidents suisses à voyager davantage à l'étranger: en 2011, les dépenses pour les voyages à l'étranger ont augmenté de 6% dans l'ensemble et s'établissaient à 12 milliards de francs. Celles pour les séjours de vacances et d'affaires à l'étranger étaient supérieures de 5% à l'année précédente. Dans le trafic journalier à l'étranger (tourisme d'achat principalement), elles ont affiché des taux de croissance encore plus élevés, progressant de 10%.

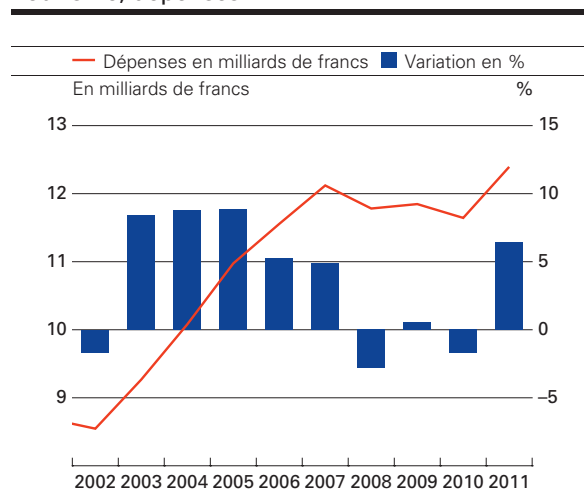
Graphique 10

Tourisme, recettes



Graphique 11

Tourisme, dépenses



Assurances

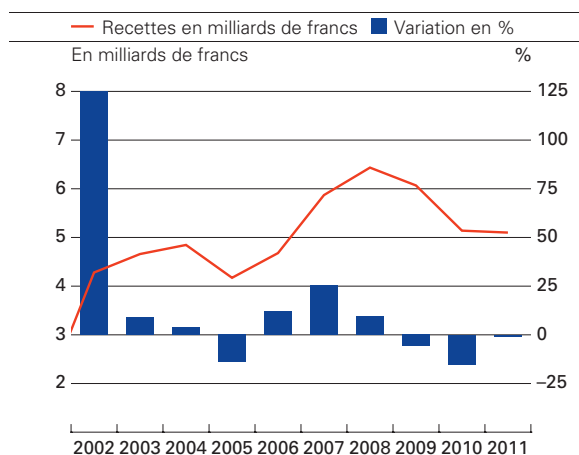
Les compagnies d'assurances servent des prestations (services) en échange du paiement de primes. Une part des recettes tirées de ces primes est donc comptabilisée sous *Services*. Les autres recettes découlant des primes, de même que les prestations versées à la suite de sinistres et les provisions, sont prises en compte dans le poste *Transferts courants*. Les dépenses découlant des primes sont traitées de la même façon. La réassurance joue un rôle prépondérant dans les opérations transfrontières des compagnies d'assurances en Suisse; ce pays est d'ailleurs une place importante pour ce type d'opérations. Différents facteurs ont déterminé l'évolution des recettes découlant des primes et, partant, des recettes tirées des exportations de prestations d'assurances: la délocalisation des activités, les acquisitions et les fusions, les augmentations de primes en raison de risques accrus et la hausse de la demande de prestations d'assurances. Une partie des versements de primes à l'étranger est comptabilisée du côté des dépenses. Il s'agit principalement des primes versées aux réassureurs étrangers et des rétrocessions. C'est pourquoi les dépenses sont relativement faibles en termes absolus au regard des recettes.

Les exportations de prestations d'assurances ont passé de 4 milliards de francs en 2002 à 5 milliards en 2010. Les augmentations de primes des compagnies d'assurances ainsi que les acquisitions et l'installation en Suisse de réassureurs étrangers ont conduit à une hausse des recettes découlant des primes. Sur la période examinée, les importations de prestations d'assurances ont crû de 1 milliard de francs.

Durant l'exercice sous revue, les primes versées par l'étranger (recettes) ont été légèrement inférieures à celles de l'année précédente. L'appréciation du franc s'est probablement répercutée négativement sur le résultat du fait de la conversion en francs des recettes de primes en monnaies étrangères. Les recettes tirées des exportations de prestations d'assurances ont dès lors reculé de 1% pour s'établir à 5 milliards de francs. Les primes versées à l'étranger affichent, elles aussi, une légère baisse. Les dépenses liées à l'importation de prestations d'assurances ont donc fléchi d'une année à l'autre (-3%).

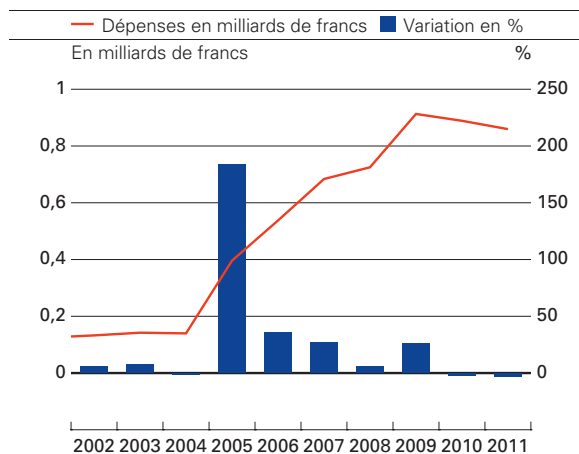
Graphique 12

Assurances, recettes



Graphique 13

Assurances, dépenses



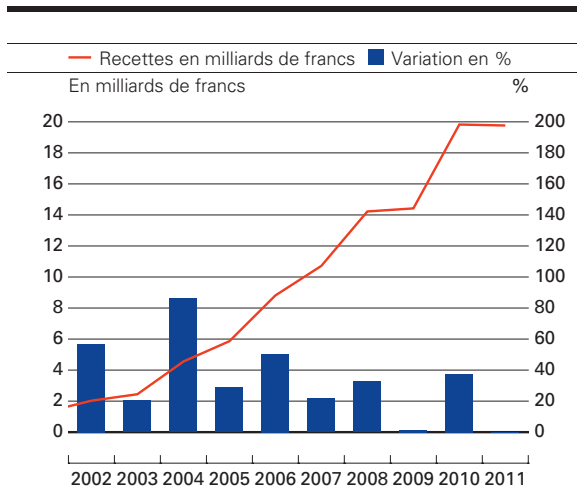
Commerce de transit²

Par commerce de transit (*merchanding*), on entend tous les échanges internationaux de marchandises dans lesquels une entreprise ayant son siège en Suisse achète des marchandises sur le marché mondial et les revend à l'étranger sans qu'elles passent par la Suisse. Il porte sur les matières premières, les agents énergétiques et les produits finis et semi-finis. La part des agents énergétiques dans le total des marchandises échangées a fluctué entre 50% et 75% de 2006 à 2010 (la subdivision n'existe que depuis 2006). Dans la balance des transactions courantes, les revenus nets du commerce de transit sont comptabilisés en tant que recettes tirées des services. L'évolution des chiffres d'affaires dans le cadre du commerce de transit dépend principalement de la conjoncture mondiale et de la demande étrangère en matières premières et, partant, des prix des marchandises échangées. En outre, les entreprises opérant dans ce domaine ont été plus nombreuses à transférer leur siège en Suisse ces dernières années. Pour cette raison et du fait de la forte hausse des prix des marchandises échangées, les recettes issues du commerce de transit ont passé de 2 milliards de francs en 2002 à 20 milliards en 2010.

En 2011, les recettes (revenus nets) issues du commerce de transit (*merchanding*) se sont établies à 20 milliards de francs, comme l'année précédente. Les prix des matières premières ont augmenté d'environ un tiers (en moyenne annuelle et en dollars des Etats-Unis). Par le passé, les recettes nettes tirées du commerce de transit présentaient une corrélation relativement forte avec l'évolution des prix des matières premières. Cela n'a pas concerné l'année 2011. L'explication tient vraisemblablement aux marges plus faibles et à l'appréciation du franc. Les marges sont sous pression en raison d'une concurrence accrue dans cette branche. Les recettes brutes (chiffre d'affaires) ont augmenté de 14% pour s'inscrire à 764 milliards de francs. Les agents énergétiques représentaient près des deux tiers des marchandises échangées et les pierres, terres et métaux, un cinquième.

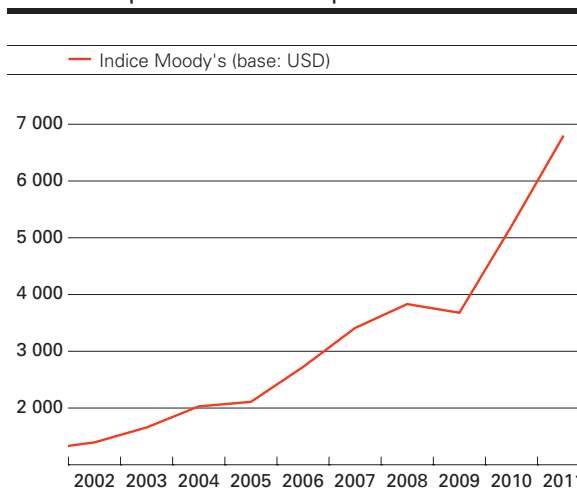
Graphique 14

Commerce de transit, recettes



Graphique 15

Indice des prix des matières premières



Source: Moody's.

² Voir également le thème spécial *Commerce de transit en Suisse*.

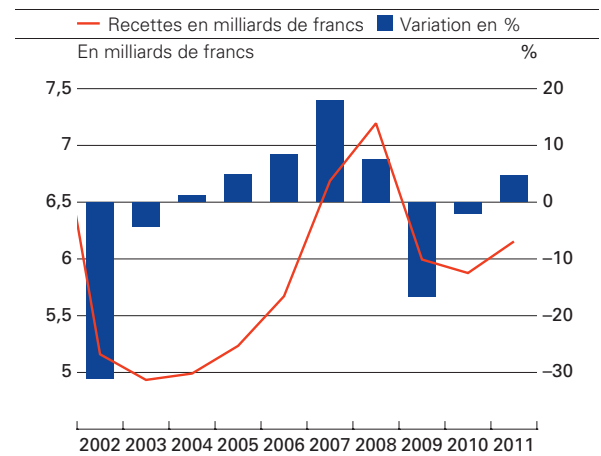
Transports

Les recettes et les dépenses de la Suisse dans le domaine des transports internationaux sont déterminées par le trafic aérien. Ce domaine comprend les transports de personnes et de marchandises, ainsi que les *Autres services en matière de transports* (entretien, maintenance et location de moyens de transport, indemnisation de l'enregistrement, taxes d'atterrissage, etc.). Les dépenses dues aux transports de marchandises ne sont pas comptabilisées sous ce poste, car elles sont prises en compte dans les importations de marchandises. Si, en général, l'évolution des recettes et des dépenses est étroitement liée aux échanges de marchandises et au tourisme, entre 2002 et 2010, elle a été marquée par les événements survenus dans le secteur aéronautique suisse: du fait de l'effondrement de Swissair, puis de la restructuration et de l'intégration de Swiss, la compagnie qui lui a succédé au sein de Lufthansa, les recettes et les dépenses ont accusé un fort recul jusqu'en 2003, avant de repartir à la hausse jusqu'en 2008, sans toutefois jamais atteindre les niveaux d'avant la chute de Swissair. L'évolution économique négative a entraîné en 2009 un fort recul des recettes comme des dépenses; en 2010, le repli des recettes a ralenti, tandis que les dépenses ont recommencé de croître.

En 2011, les recettes issues des transports ont augmenté de 5% pour s'établir à 6 milliards de francs. Celles tirées des transports de personnes, qui proviennent principalement du trafic aérien, ont légèrement progressé (+1%). Celles issues des autres types de transports ont enregistré une forte augmentation (+14%), notamment dans le trafic ferroviaire (par exemple recettes tirées de la location de matériel roulant ou de participations de compagnies ferroviaires étrangères au financement des infrastructures en Suisse). En revanche, les recettes provenant du transport de marchandises ont légèrement reculé (-1,4%). Le total des dépenses relatives aux transports s'est établi à 4 milliards de francs, en repli de 6%; cette baisse est principalement due à celle des dépenses des *Autres services en matière de transports* (-16%), qui a touché tant le trafic aérien que le trafic ferroviaire. Les dépenses dues aux transports de personnes dans le trafic aérien ont par contre progressé (+3%).

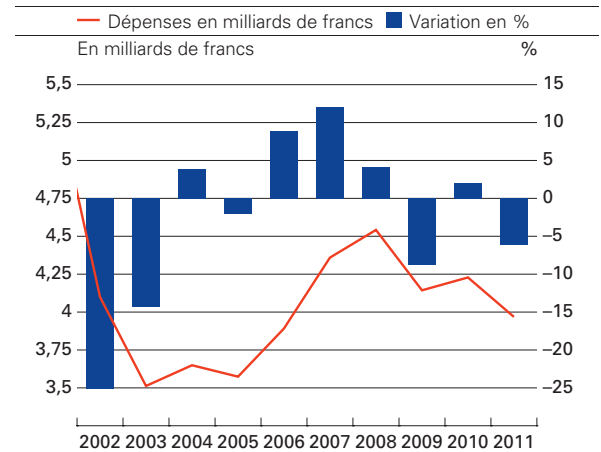
Graphique 16

Transports, recettes



Graphique 17

Transports, dépenses



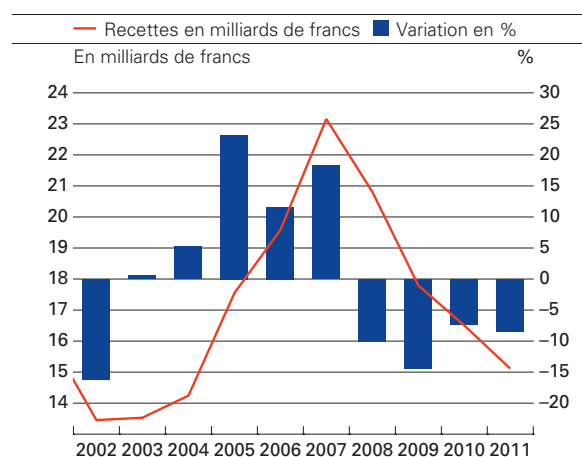
Services financiers des banques

Les services financiers des banques englobent les opérations de commissions et les services financiers fournis contre une rémunération indirecte, comprise dans les intérêts (services d'intermédiation financière indirectement mesurés, SIFIM). Les opérations de commissions jouent un rôle déterminant dans l'évolution des services financiers des banques. Elles regroupent principalement les courtages sur les opérations boursières et les rémunérations perçues par les banques pour la gestion de fortune et l'émission de titres. L'évolution de ces revenus est étroitement liée aux mouvements sur les marchés des actions. Après l'éclatement de la bulle Internet, les recettes issues des services financiers ont fortement chuté: elles n'étaient plus que de 13 milliards de francs en 2002. Elles se sont ensuite redressées pour atteindre 23 milliards de francs en 2007, principalement grâce à une augmentation des patrimoines gérés résultant de l'afflux de nouveaux capitaux, ainsi qu'à une hausse des cours des actions et des volumes de transactions. La crise financière a entraîné un important recul des recettes tirées des opérations financières, qui s'établissaient à 17 milliards de francs en 2010.

Les recettes issues des opérations de commissions ont accusé un nouveau fléchissement en 2011 (-10%), qui s'explique notamment par le repli des patrimoines gérés, des taux de commission moyens et des émissions de titres. Les SIFIM ont également fléchi (-3%), principalement du fait de stocks plus faibles en moyenne. Dans l'ensemble, les recettes issues des services financiers des banques ont diminué de 8%, pour s'inscrire à 15 milliards de francs.

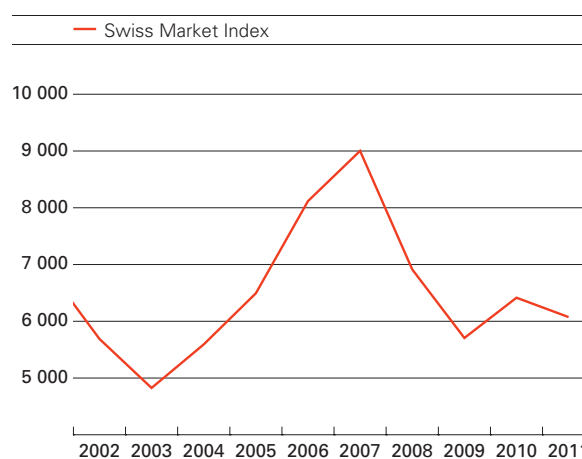
Graphique 18

Services financiers des banques, recettes



Graphique 19

Swiss Market Index



Source: SIX Swiss Exchange.

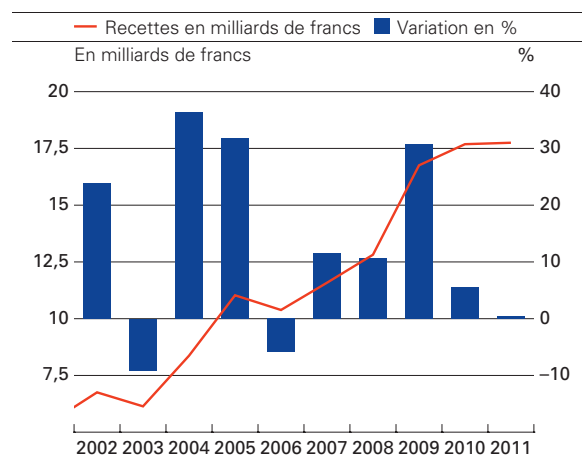
Services à contenu technologique

Dans les échanges avec l'étranger de services à contenu technologique, les droits versés pour l'utilisation de licences et de brevets sont déterminants. Il s'agit pour l'essentiel de paiements au sein de groupes. Les recettes et les dépenses au titre de ces services ont beaucoup progressé entre 2002 et 2010, notamment en raison de l'arrivée de multinationales en Suisse. Depuis 2004, les dépenses ont eu tendance à augmenter plus fortement que les recettes, ce qui a réduit le solde actif. En 2007, un solde passif a été enregistré pour la première fois. L'évolution des dépenses pourrait s'expliquer en partie par le transfert à l'étranger d'activités de recherche et développement.

Les recettes tirées des droits pour l'utilisation de licences et de brevets ont été de 17 milliards de francs l'année sous revue, soit un montant inchangé par rapport à l'année précédente. Les dépenses se sont accrues de 2 milliards, passant à 20 milliards et faisant apparaître un solde passif de 2 milliards de francs. Les recettes comme les dépenses ont été fortement déterminées par les paiements des holdings. Du côté des dépenses, la chimie a également joué un rôle important.

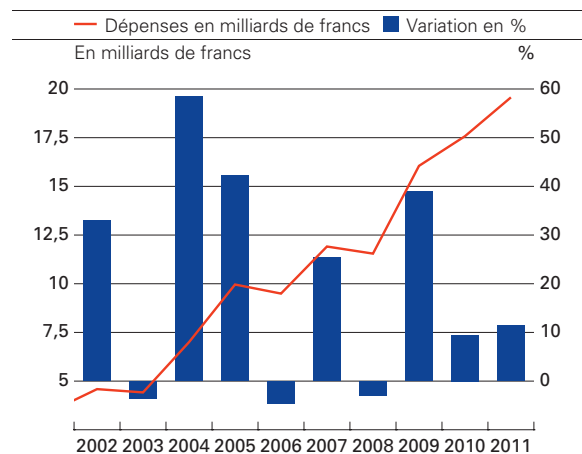
Graphique 20

Services à contenu technologique, recettes



Graphique 21

Services à contenu technologique, dépenses



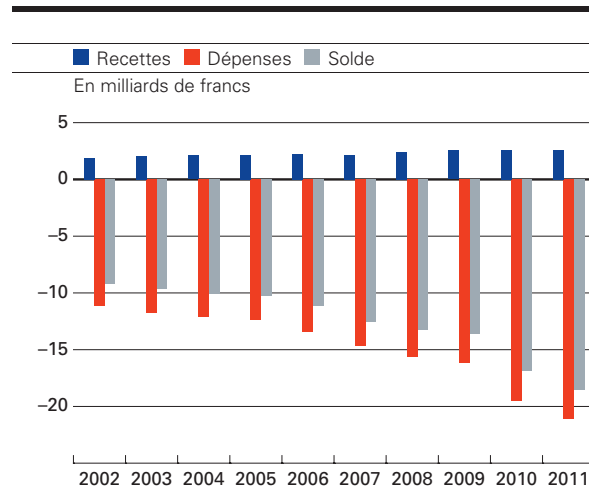
Revenus du travail

Dans les revenus du travail provenant de l'étranger, les recettes comprennent principalement les salaires versés aux personnes ayant leur domicile en Suisse et y travaillant pour des organisations internationales. Ces dernières sont considérées comme des entités extraterritoriales et, par conséquent, comme non-résidentes. Dans les dépenses au titre des revenus du travail, les salaires versés aux frontaliers étrangers jouent un rôle déterminant. Entre 2002 et 2010, les recettes au titre des revenus du travail provenant de l'étranger avoisinaient les 2 milliards de francs. Le nombre de frontaliers étrangers ayant passé de 163 000 à 232 000 durant cette période, les salaires versés à l'étranger (dépenses) ont crû en proportion (19 milliards de francs en 2010, contre 11 milliards en 2002). Cette progression s'explique par la conjoncture en Suisse et par la libre circulation des personnes dans le cadre des Accords bilatéraux conclus avec l'UE.

En 2011, les sommes versées à l'étranger au titre des revenus du travail ont augmenté de 8%, passant à 21 milliards de francs. Le nombre de frontaliers étrangers a de nouveau fortement progressé (+20 000), du fait de l'évolution conjoncturelle favorable. Les revenus du travail provenant de l'étranger ont fléchi de 1% et totalisaient 3 milliards de francs. Le solde passif des revenus du travail s'est ainsi accru de 2 milliards, passant à 19 milliards de francs.

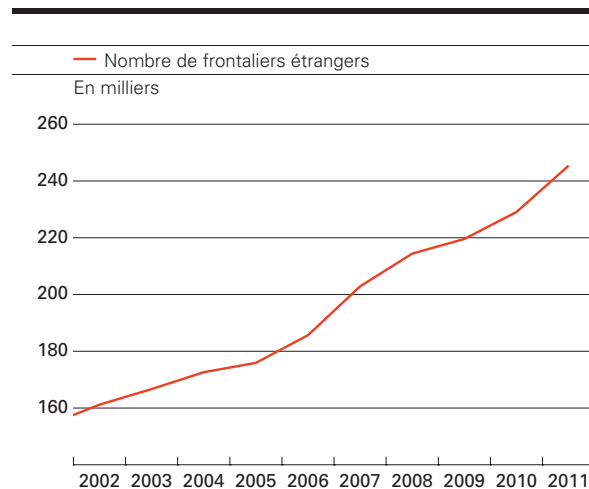
Graphique 22

Revenus du travail



Graphique 23

Frontaliers



Source: OFS.

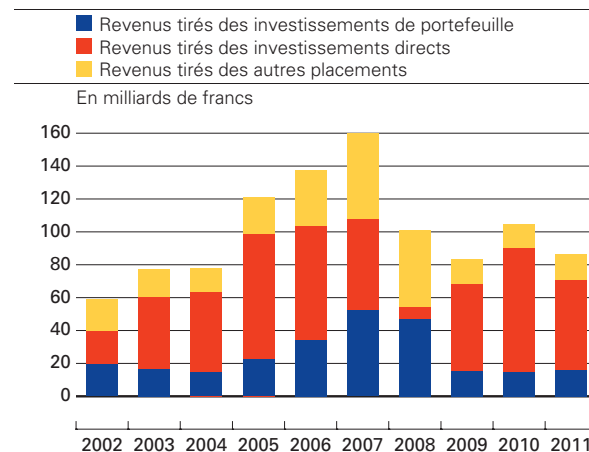
Revenus de capitaux

L'évolution des recettes tirées des placements de capitaux suisses à l'étranger et des dépenses liées aux placements de capitaux étrangers en Suisse dépend du volume des fonds investis, du niveau des taux d'intérêt et des résultats des entreprises. Les revenus provenant des investissements directs sont généralement déterminants pour cette évolution. Dans l'ensemble, les recettes tirées des placements de capitaux à l'étranger ont passé de 62 milliards de francs en 2002 à 145 milliards en 2007. En 2008, elles ont reculé à 89 milliards de francs, pour remonter à 120 milliards en 2010. Les dépenses liées aux placements étrangers en Suisse ont passé de 39 milliards de francs en 2002 à 129 milliards en 2007. Contrairement aux recettes, elles ne se sont que légèrement repliées en 2008, mais ont enregistré une forte chute en 2009, qui s'est poursuivie, dans une moindre mesure, en 2010.

En 2011, les recettes provenant des placements de capitaux suisses à l'étranger ont reculé de 20 milliards pour s'établir à 100 milliards de francs. Les dépenses liées aux placements de capitaux étrangers en Suisse ont fléchi de 3 milliards, passant à 68 milliards de francs. La fermeté de la monnaie helvétique s'est répercutée négativement lors de la conversion en francs des recettes en monnaies étrangères que la Suisse a tirées des fonds investis à l'étranger. L'évolution des revenus issus des investissements directs a été déterminante tant pour les recettes que pour les dépenses. Du côté des recettes, les revenus plus faibles que les sociétés financières et holdings ont obtenus ont marqué l'évolution; du côté des dépenses, la diminution des revenus des entreprises du commerce en Suisse a été décisive. Au total, l'excédent de recettes dans le domaine des revenus de capitaux a reculé de 17 milliards de francs, s'établissant à 32 milliards.

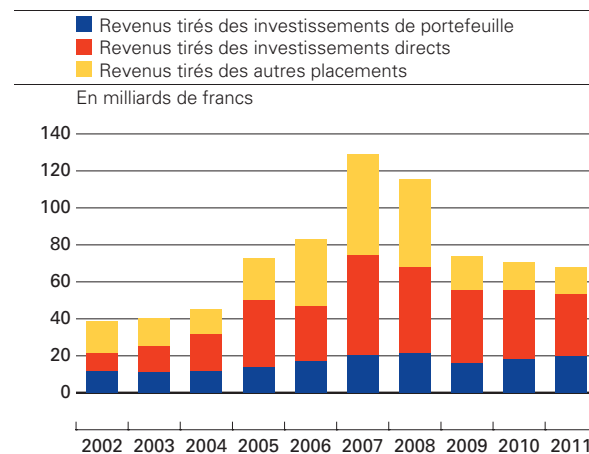
Graphique 24

Revenus de capitaux, recettes



Graphique 25

Revenus de capitaux, dépenses



Revenus tirés des investissements de portefeuille

La structure des investissements en portefeuilles de titres n'est pas la même pour les investisseurs suisses et pour les investisseurs étrangers: les investisseurs suisses détiennent à l'étranger principalement des titres de créance alors que les investisseurs étrangers placent une part importante de leurs fonds en Suisse dans des actions. Cette différence se reflète également dans la composition des recettes et des dépenses liées aux portefeuilles de titres. Le produit des intérêts forme la majeure partie des recettes provenant des placements à l'étranger, tandis que les paiements de dividendes sur des actions suisses sont déterminants pour les dépenses liées aux placements en Suisse.

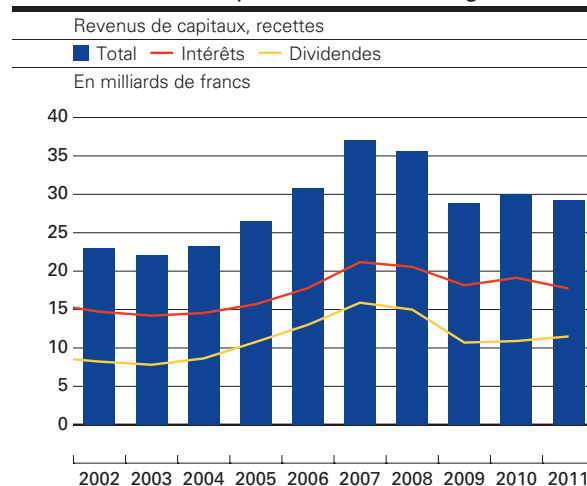
Le volume des placements suisses en titres d'émetteurs étrangers est nettement plus élevé que celui des placements étrangers en titres d'émetteurs suisses. Par conséquent, les recettes tirées des placements à l'étranger dépassent, en général, les dépenses liées aux placements en Suisse. Contrairement aux dépenses, les recettes sont aussi influencées par l'évolution des cours de change.

En 2002, les recettes s'inscrivaient à 23 milliards de francs. La reprise économique les a amenées à augmenter fortement à partir de 2005; elles ont atteint 37 milliards de francs en 2007. La part des dividendes dans les recettes totales a alors passé d'environ un tiers à plus de 40%. La crise financière a conduit à un recul des recettes en 2008 et en 2009. Celles-ci ont recommencé à progresser en 2010, mais, s'établissant à 30 milliards de francs, elles sont restées bien inférieures à leur niveau de 2007. En 2002, les dépenses s'inscrivaient à 12 milliards de francs. Elles ont ensuite sensiblement augmenté jusqu'en 2008, pour se fixer à 21 milliards de francs. Les effets de la crise financière ne se sont clairement répercutés sur les dépenses qu'en 2009: ces dernières s'élevaient alors à 16 milliards de francs. En 2010, elles ont augmenté de nouveau pour atteindre 18 milliards de francs. Sur l'ensemble de la période, la part des dividendes dans les dépenses totales a passé d'environ 80% à 90%.

Les recettes des placements en titres d'émetteurs étrangers ont reculé en 2011 (-1 milliard) en raison de revenus moins élevés issus des titres de créance, et ont atteint 29 milliards de francs. Par contre, les dépenses liées aux revenus des placements en titres d'émetteurs suisses se sont accrues (+2 milliards), principalement du fait d'une hausse des dividendes versés, pour s'établir à 20 milliards de francs. Les revenus nets ont diminué de 3 milliards, passant à 9 milliards de francs.

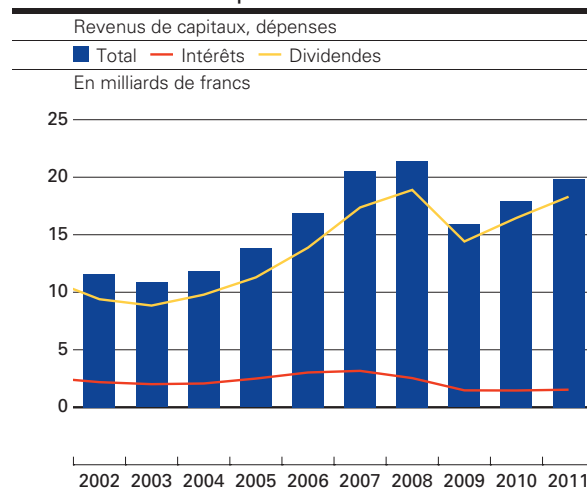
Graphique 26

Investissements de portefeuille à l'étranger



Graphique 27

Investissements de portefeuille en Suisse



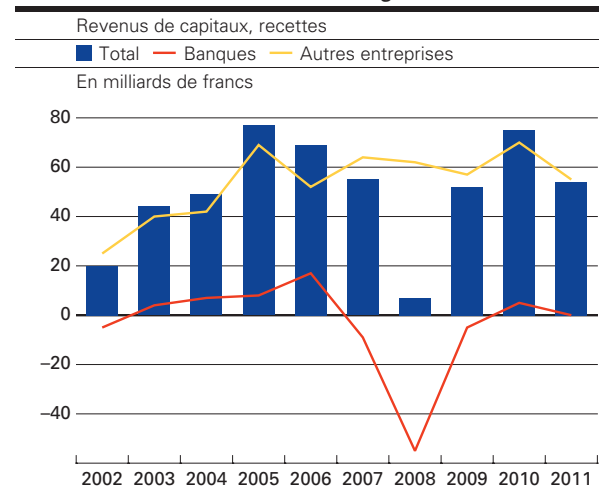
Revenus tirés des investissements directs

Les revenus au titre des investissements directs constituent le facteur le plus important dans l'évolution du solde de la balance des transactions courantes. Les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger étant nettement supérieurs aux stocks d'investissements directs étrangers en Suisse, il en découle généralement un solde actif. Les pertes des filiales à l'étranger des banques ont entraîné des recettes exceptionnellement basses au titre des investissements directs à l'étranger en 2002 et, surtout, en 2008. Les recettes totales sont ainsi tombées à 7 milliards de francs en 2008. En 2005, elles avaient atteint le niveau record de 77 milliards grâce aux revenus élevés des sociétés financières et holdings. Les revenus des autres branches, qui ont évolué de manière plus stable, ont eu un effet compensateur. Même si les banques affichaient encore de faibles pertes en 2009, les recettes ont atteint au total 52 milliards de francs, soit presque le même niveau qu'en 2007. En 2010, elles se sont inscrites à 75 milliards. Les sociétés financières et holdings ont été déterminantes pour les revenus découlant des investissements directs étrangers en Suisse (dépenses). Comme les dépenses (46 milliards de francs) demeuraient encore relativement élevées par rapport aux recettes de 2008, un solde passif (39 milliards de francs) a été enregistré pour la première fois depuis l'établissement de la balance des transactions courantes. En 2009, un solde actif de 13 milliards de francs a néanmoins pu être dégagé de nouveau. Il a augmenté en 2010, s'inscrivant à 38 milliards.

En 2011, les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger (recettes) ont reculé de 21 milliards de francs pour s'établir à 54 milliards. Les sociétés financières et holdings surtout ont enregistré une baisse des recettes au titre des investissements directs à l'étranger. Mais le repli des recettes a aussi concerné les services – en particulier les banques – et l'industrie. Les revenus découlant des investissements directs étrangers en Suisse (dépenses) ont baissé de 4 milliards pour s'inscrire à 34 milliards de francs. Cette évolution s'explique essentiellement par la diminution des revenus des entreprises du commerce; les revenus moins élevés des compagnies d'assurances ont aussi joué un rôle dans ce fléchissement. Dans l'ensemble, les revenus au titre des investissements directs ont dégagé un solde actif de 21 milliards de francs, contre 38 milliards en 2010.

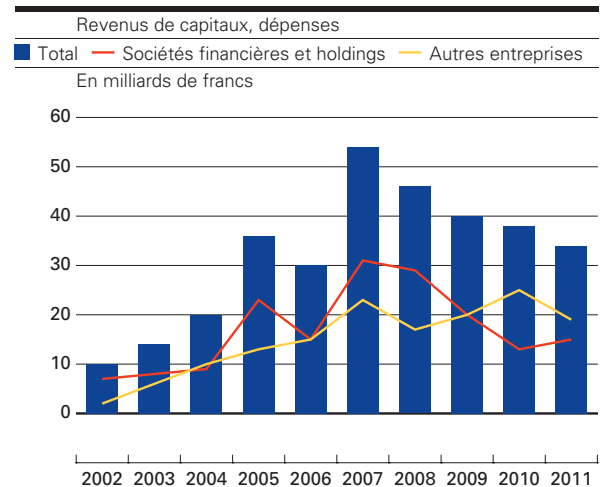
Graphique 28

Investissements directs à l'étranger



Graphique 29

Investissements directs en Suisse



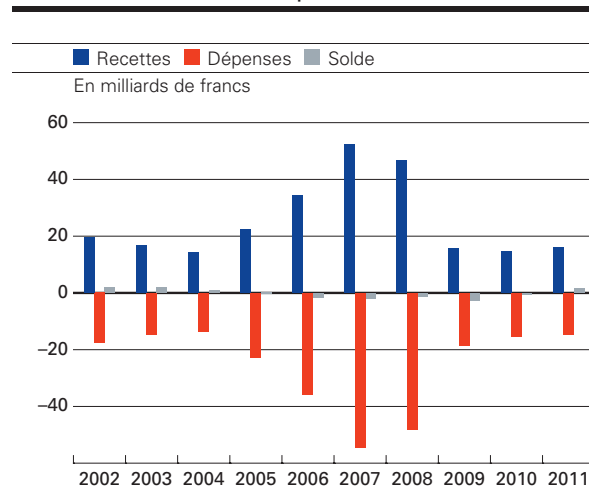
Revenus tirés des autres placements

Entre 2002 et 2010, les opérations d'intérêts des banques ont joué un rôle déterminant dans l'évolution des revenus tirés des autres placements. Depuis 2009, le produit des placements de devises de la BNS a lui aussi exercé une forte influence à cet égard. Les créances sur l'étranger et les engagements envers l'étranger au titre des crédits des banques présentaient de fortes variations, relativement synchrones, d'où des fluctuations importantes des recettes et des dépenses. Les autres revenus de capitaux englobent également les revenus des opérations de crédit des entreprises, les revenus de capitaux des assurances sur les provisions techniques, les revenus de placements fiduciaires et les modifications des droits des frontaliers étrangers sur les réserves des caisses de pensions. Entre 2002 et 2010, le solde des revenus tirés des autres placements oscillait entre -3 milliards et +2 milliards de francs.

En 2011, les recettes découlant des revenus tirés des autres placements se sont établies à 16 milliards de francs (+1 milliard). Cette augmentation s'explique par la hausse des revenus des placements de la BNS et des opérations de crédit des entreprises. Concernant les opérations d'intérêts des banques, les recettes comme les dépenses ont fléchi en raison des faibles taux d'intérêt. Au total, les dépenses découlant des revenus tirés des autres placements ont reculé de 1 milliard de francs. Les revenus tirés des autres placements se sont soldés par un excédent de recettes de 2 milliards de francs, alors qu'un solde passif de 1 milliard avait été enregistré en 2010.

Graphique 30

Revenus tirés des autres placements



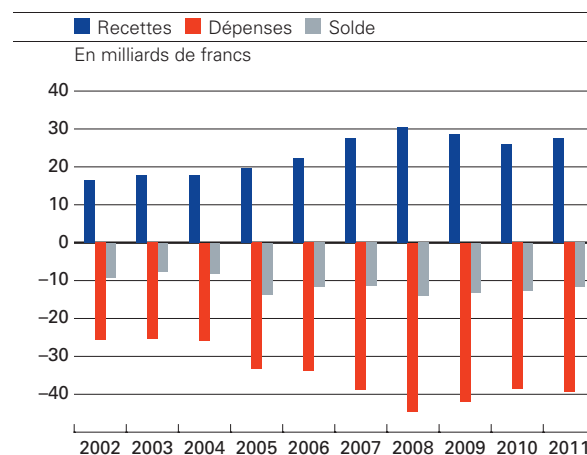
Transferts courants

L'évolution des transferts courants dépend fortement des compagnies d'assurances (transferts du secteur privé), tant du côté des recettes que de celui des dépenses. Les primes encaissées (sans la part dévolue aux prestations) sont comptabilisées en tant que recettes; les paiements pour sinistres sont pris en compte dans les dépenses. Les virements des immigrés dans leur pays d'origine constituent un autre poste de dépenses important dans les transferts du secteur privé. Les transferts du secteur public comprennent les recettes des assurances sociales suisses provenant de l'étranger (cotisations) et les rentes versées à l'étranger. Les recettes et les dépenses du secteur public en font également partie: il s'agit principalement des impôts et taxes du côté des recettes et des virements aux organisations internationales du côté des dépenses. En général, les transferts courants affichent un solde passif, qui oscillait entre 8 milliards et 14 milliards de francs de 2002 à 2010.

Durant l'année sous revue, l'excédent de dépenses au titre des transferts courants a enregistré une diminution de 1 milliard pour s'établir à 12 milliards de francs, diminution due à différents facteurs: dans les transferts du secteur privé, les recettes perçues par les assurances privées et provenant de la réassurance à l'étranger (rétrocessions) ont augmenté; dans les transferts du secteur public, les paiements AVS des frontaliers étrangers ont également accru quelque peu les recettes. Au total, les recettes au titre des transferts courants provenant de l'étranger ont connu une hausse de 2 milliards, s'inscrivant à 28 milliards de francs. Du côté des dépenses, les virements des immigrés dans leur pays d'origine (transferts du secteur privé), ont augmenté. Les transferts du secteur public de la Suisse vers l'étranger (rentes versées par les assurances sociales, paiements aux organisations internationales) ont été légèrement plus élevés qu'un an auparavant. Au total, les transferts courants de la Suisse vers l'étranger ont atteint 39,4 milliards de francs, soit 1 milliard de plus qu'en 2010.

Graphique 31

Transferts courants



Mouvements de capitaux

Ces vingt dernières années, les mouvements de capitaux ont conduit à une exportation de fonds (investissements nets à l'étranger), qui est le pendant du solde traditionnellement actif de la balance suisse des transactions courantes. Ce solde résulte de l'excédent d'épargne de l'économie suisse. Comme l'excédent de recettes de la balance des transactions courantes, le solde des mouvements de capitaux tend à augmenter, mais cette tendance a été interrompue par la crise financière de 2008.

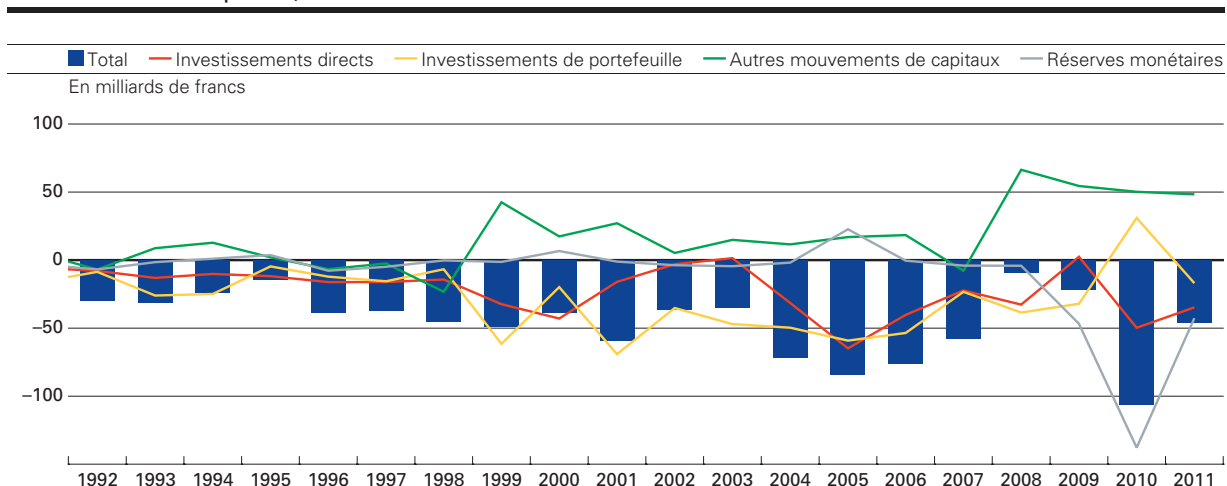
Le solde des mouvements de capitaux découle généralement d'exportations de fonds en vue d'investissements directs et d'investissements de portefeuille. Ces deux catégories d'investissements ont atteint des montants particulièrement élevés dans les années 2005 et 2006, alors que les marchés financiers étaient en plein essor et que la croissance économique était vigoureuse, en Suisse comme à l'étranger. Les autres mouvements de capitaux fluctuent fortement, aussi bien sur le plan du volume que sur celui de la direction des flux. Les opérations transfrontières de crédits et de dépôts des banques commerciales jouent en règle générale un rôle déterminant dans leur évolution. Mais les crédits des entreprises, les opérations fiduciaires ou les crédits de la Banque nationale peuvent parfois prendre une importance considérable. En 2008 et en 2009, les autres mouvements de capitaux se sont soldés par des importations de fonds particulièrement élevées à la suite des opérations de crédits et de dépôts des banques et de la diminution des créances à titre fiduciaire sur l'étranger. Au cours des vingt dernières années, les réserves monétaires n'ont généralement pas eu une grande influence sur les

mouvements de capitaux. Un revirement de situation a eu lieu du fait des achats massifs de devises que la Banque nationale a effectués en 2009 et en 2010. Ces deux années-là, ces opérations ont fortement contribué aux exportations nettes de capitaux.

En 2011, les mouvements de capitaux se sont soldés par une exportation de fonds de 46 milliards de francs, contre 106 milliards l'année précédente. Les sorties de fonds en vue d'investissements directs à l'étranger ont nettement fléchi d'une année à l'autre. Cette évolution est due à des rapatriements de fonds opérés par les sociétés financières et holdings en mains étrangères. Du côté des investissements directs étrangers en Suisse, les bénéficiaires réinvestis en Suisse et les désinvestissements se sont approximativement compensés. Dans le domaine des investissements de portefeuille, des ventes nettes de titres, des remboursements et des rachats ont été observés tant du côté des investissements suisses à l'étranger que de celui des investissements étrangers en Suisse; on notera en particulier que la Banque nationale a racheté des Bons qu'elle avait émis. Les investissements de portefeuille se sont soldés par une exportation de capitaux. Dans leurs opérations transfrontières de crédits et de dépôts, les banques ont accru leurs créances et leurs engagements vis-à-vis de l'étranger, alors qu'elles les avaient réduits au cours des trois années précédentes; au total, elles ont ainsi importé des capitaux. Des exportations nettes de capitaux ont résulté des crédits de la Banque nationale et, surtout, des réserves monétaires. Mesurées aux transactions effectuées, ces dernières ont augmenté.

Graphique 32

Mouvements de capitaux, solde



Investissements directs

Investissements directs à l'étranger

Par leurs investissements directs à l'étranger, les entreprises suisses visent principalement à s'implanter sur des marchés. L'accès à des ressources (travail, capital, terrain) est également une incitation décisive. En outre, la situation bénéficiaire des entreprises suisses influe sensiblement sur leur comportement en matière d'investissements. Les investissements directs peuvent être effectués sous forme de capital social (fondation, acquisition, augmentation du capital d'une filiale déjà existante), de bénéfices réinvestis dans une filiale ou de crédits. On notera également que les investissements directs des sociétés financières et holdings peuvent fluctuer fortement; ces fluctuations sont dues à des facteurs spécifiques à ces sociétés et n'ont souvent aucun lien avec l'évolution générale des investissements directs.

Entre 2002 et 2004, les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger sont restées modestes à la suite de l'affaiblissement de la conjoncture et de tensions géopolitiques. Au cours des deux années suivantes, elles se sont vigoureusement accrues et ont atteint, en 2006, leur niveau record, soit 95 milliards de francs, grâce principalement à d'importantes acquisitions effectuées par des entreprises de l'industrie. Dans les années 2007 à 2009, les entreprises suisses ont, du fait de la crise financière, réduit nettement leurs sorties de capitaux au titre des investissements directs. Ce fléchissement est dû en premier lieu aux pertes subies par les banques et les compagnies d'assurances. En 2010, les exportations de capitaux ont de nouveau augmenté sensiblement à la suite surtout des investissements accrus des sociétés financières et holdings. Les pays de l'UE, suivis de ceux de l'Amérique du Nord, ont été les principales destinations des investissements directs suisses; ces deux régions ont bénéficié des deux tiers, voire des trois quarts des flux de capitaux dans ce domaine. L'Asie a toutefois gagné en importance à partir du milieu de la décennie précédente.

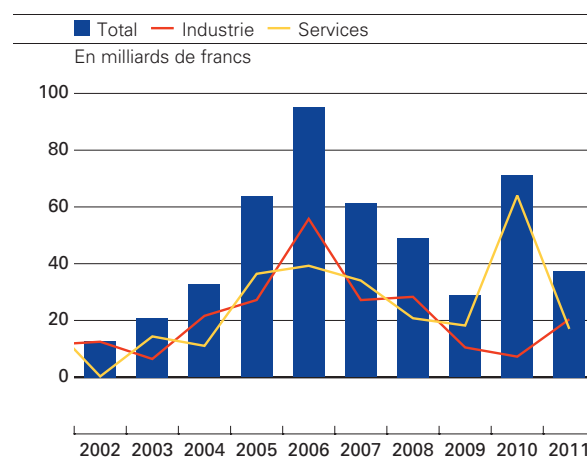
En 2011, les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 37 milliards de francs, contre 71 milliards l'année précédente. Les sociétés financières et holdings en mains étrangères ont joué un rôle primordial dans ce recul. En effet, elles ont rapatrié 2 milliards de francs de leurs filiales à l'étranger, alors qu'elles avaient investi 30 milliards à l'étranger en 2010.

En revanche, les exportations de capitaux de l'ensemble des autres branches n'ont que peu diminué, passant de 41 milliards de francs en 2010 à 39 milliards en 2011. Leur évolution a toutefois varié sensiblement d'une branche à l'autre. Les entreprises de l'industrie ont investi 20 milliards de francs à l'étranger, soit un montant nettement supérieur à celui de l'année précédente (7 milliards). Elles ont financé leurs filiales à l'étranger en accordant des crédits au sein de groupes et en réinvestissant des bénéfices. Les sorties de capitaux de l'industrie ont découlé en majeure partie des

entreprises de la chimie et du plastique. Par contre, les entreprises de la métallurgie et des machines ont vendu des sociétés qu'elles détenaient à l'étranger, mais aussi réduit le capital de participations à l'étranger. Quant aux exportations de capitaux des entreprises des services (hors sociétés financières et holdings en mains étrangères), elles ont fléchi, passant de 34 milliards en 2010 à 19 milliards de francs l'année suivante. Les entreprises du commerce en particulier ont investi à l'étranger beaucoup moins qu'en 2010. Les exportations de capitaux des compagnies d'assurances et des banques ont elles aussi diminué d'une année à l'autre.

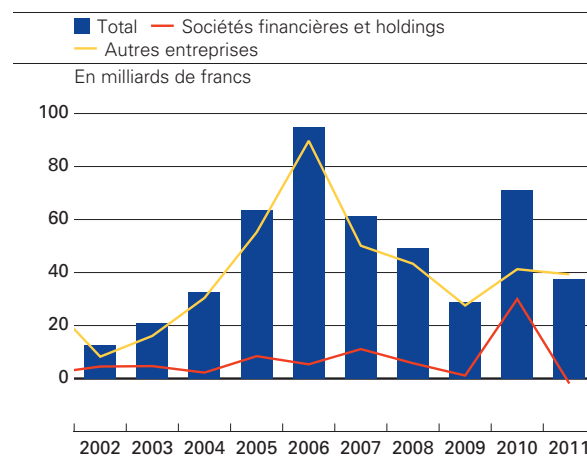
Graphique 33

Investissements directs à l'étranger



Graphique 34

Investissements directs à l'étranger



Comme l'année précédente, les entreprises suisses ont investi principalement outre-mer. Le flux de fonds vers les pays d'Europe n'a porté que sur 5 milliards de francs, soit 13% du total. Pour la première fois, les pays d'Asie ont été les principaux bénéficiaires des investissements directs suisses (15 milliards de francs y ont été investis, contre 9 milliards en 2010). Les entreprises suisses ont exporté des capitaux pour 5 milliards de francs vers la Chine, pour 4 milliards vers les Emirats arabes unis et pour 3 milliards vers le Japon. Pour ce qui a trait à la Chine, les fonds ont servi principalement à des acquisitions. Les investisseurs suisses ont également renforcé leurs filiales en Australie à hauteur de 5 milliards de francs, alors qu'ils avaient rapatrié 1 milliard de ce pays en 2010. Par contre, le flux de capitaux vers les Etats-Unis a diminué, passant de 24 milliards de francs en 2010 à 10 milliards en 2011; le groupe de branches *Chimie et plastique* est celui qui a le plus

investi aux Etats-Unis. Le flux de fonds vers les pays d'Amérique centrale et du Sud a lui aussi diminué pour s'établir à 2 milliards de francs. En 2010, des entreprises domiciliées en Suisse avaient placé dans ces pays 16 milliards de francs, soit un montant exceptionnellement élevé. Les investissements directs dans les pays de l'UE ont porté sur 9 milliards de francs, contre 20 milliards l'année précédente; les bénéfices réinvestis et les acquisitions ont été en partie compensés par des rapatriements dans le domaine des crédits au sein de groupes. Les entreprises suisses ont investi principalement en Belgique (6 milliards de francs) et en Allemagne (4 milliards), mais rapatrié des fonds avant tout du Royaume-Uni (3 milliards). Elles ont également rapatrié des fonds des centres financiers offshore d'Europe (îles Anglo-Normandes et Gibraltar) à hauteur de 5 milliards de francs.

Investissements directs

En milliards de francs

Tableau 3

	2007	2008	2009	2010	2011
Investissements directs suisses à l'étranger	61.2	49.1	28.7	71.3	37.4
Capital social	46.5	48.6	8.4	10.6	-5.7
Bénéfices réinvestis	6.3	-25.9	27.6	36.0	18.5
Crédits	8.5	26.4	-7.3	24.6	24.7
Investissements directs étrangers en Suisse	38.9	16.4	31.2	21.6	2.7
Capital social	12.5	-0.9	19.7	-3.2	-10.6
Bénéfices réinvestis	36.1	-1.4	26.0	10.6	12.5
Crédits	-9.7	18.6	-14.5	14.2	0.8

Investissements directs en Suisse

Au cours des dix dernières années, les opérations des sociétés financières et holdings ont fortement influé sur les importations de capitaux au titre des investissements directs étrangers en Suisse. Après avoir relativement peu investi en Suisse en 2002 et en 2003, puis presque plus en 2004, les entreprises étrangères ont même opéré des désinvestissements en 2005. L'évolution observée en 2004 et en 2005 est due à des rapatriements de capitaux effectués par les sociétés financières et holdings, leurs investisseurs ayant voulu tirer profit d'une amnistie fiscale, limitée dans le temps, aux Etats-Unis. En 2006, les investissements directs étrangers en Suisse ont porté sur 55 milliards de francs, un montant record. Tant les entreprises de l'industrie que celles des services ont contribué à ce record. Les flux de capitaux vers la Suisse ont ensuite fléchi, en 2007, et se sont établis à 16 milliards de francs en 2008, année marquée par la crise. Ils ont de nouveau augmenté en 2009 pour atteindre 31 milliards de francs, puis ont passé à 22 milliards en 2010. Ces deux années-là, les sociétés financières et holdings ont été les principales bénéficiaires des flux de capitaux. Les investissements étrangers en Suisse sont venus surtout de l'UE et de l'Amérique du Nord. Des transferts, parfois importants, ont été enregistrés entre ces deux régions du fait de modifications dans la structure de groupes étrangers.

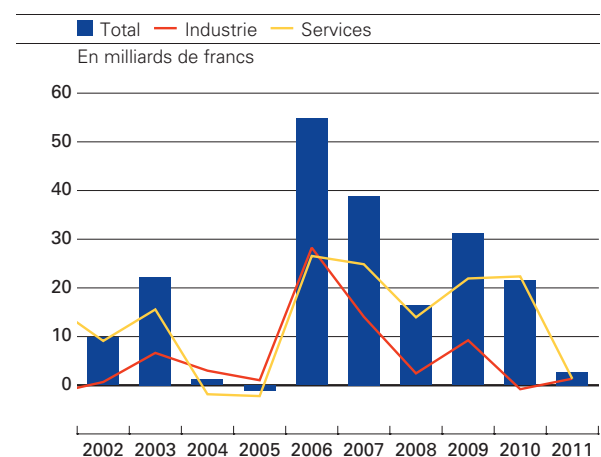
En 2011, une importation de capitaux d'environ 3 milliards de francs a été enregistrée, les afflux et reflux de fonds s'étant en grande partie compensés. L'année précédente, les entreprises étrangères avaient investi un montant net de 22 milliards de francs en Suisse. La diminution observée d'une année à l'autre est due notamment aux opérations portant sur des crédits au sein de groupes, opérations qui ont entraîné une importation de capitaux de 1 milliard de francs, contre 14 milliards en 2010. Elle s'explique également par le fait que les ventes et les remboursements de capital (poste *Capital social*) ont une nouvelle fois atteint un montant supérieur à celui des acquisitions. En effet, les opérations au titre du capital social se sont soldées par des désinvestissements à hauteur de 11 milliards de francs, contre 3 milliards en 2010.

Les entreprises du commerce, qui ont reçu un afflux de fonds de 7 milliards de francs, ont été les principales bénéficiaires des investissements directs étrangers. Les entreprises de la chimie et du plastique viennent au deuxième rang (3 milliards de francs y ont été investis), et les banques, au troisième (1 milliard). Par contre, les investisseurs étrangers ont rapatrié 6 milliards de francs des sociétés financières et holdings, alors qu'ils avaient investi 11 milliards dans ces sociétés en 2010. En outre, des désinvestissements ont été effectués dans les compagnies d'assurances (1 milliard de francs) et dans les entreprises du groupe *Electronique, énergie, optique et horlogerie* (1 milliard également).

Au total, les investisseurs de l'UE ont rapatrié 6 milliards de francs de leurs implantations en Suisse, après y avoir investi 10 milliards en 2010. Les désinvestissements ont concerné surtout des entreprises dont les investisseurs viennent du Luxembourg (7 milliards de francs), de France (5 milliards) et du Royaume-Uni (5 milliards également). En revanche, les entreprises sises en Suisse ont reçu 5 milliards de francs des Pays-Bas, 2 milliards d'Allemagne et 2 milliards d'Autriche. En outre, les investissements en Suisse d'autres pays d'Europe se sont élevés à 5 milliards de francs, et ceux des pays d'Amérique centrale et du Sud, à 4 milliards. Ces deux montants étaient constitués principalement de crédits au sein de groupes.

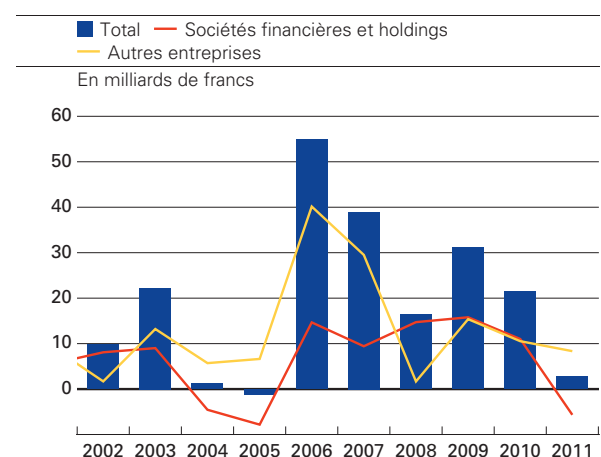
Graphique 35

Investissements directs en Suisse



Graphique 36

Investissements directs en Suisse



Investissements de portefeuille

Dans l'ensemble, les investissements de portefeuille suisses à l'étranger atteignent des montants bien supérieurs à ceux des investissements de portefeuille étrangers en Suisse. Cette caractéristique découle de l'excédent d'épargne que dégage l'économie suisse et de la dimension restreinte du marché intérieur des capitaux.

Ces dix dernières années, les investisseurs suisses ont acquis en majorité des titres de créance d'émetteurs étrangers (emprunts obligataires et papiers monétaires). Les placements en titres de participation (actions et parts de placements collectifs) sont généralement restés inférieurs au tiers du total. En 2008, les investissements suisses en titres d'émetteurs étrangers ont atteint des montants considérables, soit plus de 70 milliards de francs, à la suite des mesures adoptées pour renforcer le système financier lors de la crise. En 2010, les investisseurs suisses ont, pour la première fois, vendu beaucoup plus de titres d'émetteurs étrangers – principalement des papiers monétaires – qu'ils n'en ont acheté; leurs opérations se sont ainsi soldées par une importation de capitaux de 8 milliards de francs.

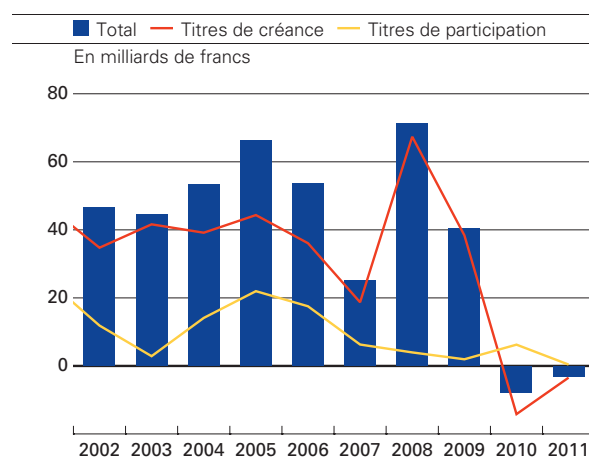
Contrairement aux investisseurs suisses, les investisseurs étrangers ont marqué une nette préférence pour les actions dans leurs achats de titres d'émetteurs suisses. Au cours des dix dernières années, les investissements de portefeuille étrangers en Suisse ont fortement fluctué. Leur niveau élevé de 2008, soit 33 milliards de francs, a découlé des fonds que les grandes banques suisses se sont procurés en vendant leurs propres actions qu'elles détenaient dans leur portefeuille et en augmentant leur capital par l'émission d'actions. En 2010 également, un montant élevé (23 milliards de francs) a afflué vers la Suisse; mais, contrairement aux années précédentes, les investisseurs étrangers ont alors acquis surtout des papiers monétaires, notamment des Bons émis par la Banque nationale.

En 2011, les investisseurs suisses ont une nouvelle fois vendu davantage de titres d'émetteurs étrangers qu'ils n'en ont acquis (investissements de portefeuille à l'étranger). Il en a découlé une importation nette de capitaux de 3 milliards de francs. Du côté des titres de créance, les investisseurs ont vendu des obligations et des *notes* pour 6 milliards de francs, mais acheté des papiers monétaires pour 2 milliards; ils ont cédé des titres libellés en francs et en euros et acquis des titres libellés en dollars des Etats-Unis et en d'autres monnaies. Du côté des titres de participation, les ventes de parts de placements collectifs, qui se sont établies à 4 milliards de francs, ont été un peu plus que compensées par des achats d'actions. Les parts de placements collectifs qui ont été vendues étaient libellées en francs et en euros, alors que les achats d'actions ont porté sur des titres en dollars des Etats-Unis et en d'autres monnaies.

Dans le domaine des investissements de portefeuille étrangers en Suisse, les investisseurs étrangers ont rapatrié 20 milliards de francs. Ils ont vendu des titres d'émetteurs suisses et, de surcroît, de nombreux titres de créance suisses sont arrivés à échéance ou ont été rachetés par leur émetteur. Ainsi, les ventes nettes, les remboursements et les rachats de papiers monétaires – principalement des Bons de la BNS – ont atteint 22 milliards de francs. Du côté des emprunts obligataires, des titres totalisant 4 milliards de francs ont été vendus, remboursés ou rachetés. En revanche, les investisseurs étrangers ont placé un montant net de 6 milliards de francs en parts de placements collectifs et en actions; ces investissements ont été effectués principalement en dollars des Etats-Unis.

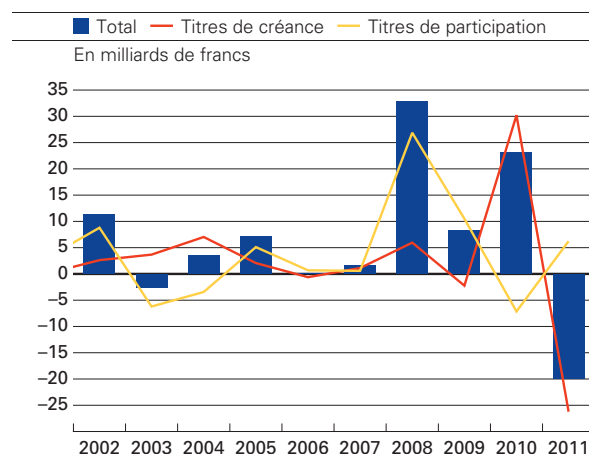
Graphique 37

Investissements de portefeuille à l'étranger



Graphique 38

Investissements de portefeuille en Suisse



Produits dérivés et structurés

Les achats et ventes de produits dérivés et structurés et les paiements nets effectués et reçus en rapport avec ces produits entrent sous ce poste. Les produits dérivés sont des contrats portant sur des opérations à terme, dont la valeur varie en fonction d'une ou de plusieurs variables (sous-jacents). Les paiements nets effectués et reçus en rapport avec des dérivés des entreprises et des compagnies d'assurances sont pris en considération; les dérivés des banques ne sont toutefois pas recensés. Les produits structurés sont des créances combinant deux ou plusieurs instruments financiers: placements de base (actions, obligations, etc.) et dérivés. Les certificats qui ne font que reproduire l'évolution du cours d'un sous-jacent entrent également dans les produits structurés.

Ce poste figure dans la balance des paiements depuis 2006. Les opérations sur produits dérivés ont fortement augmenté, en 2008, du fait surtout d'une extension du cercle des participants à l'enquête. Elles ont reculé d'environ deux tiers en 2009 et sont restées approximativement à un niveau inchangé l'année suivante. Dans le domaine des produits structurés, les opérations se sont maintenues à un bas niveau depuis 2006.

En 2011, ce poste s'est soldé par une importation de capitaux de 4 milliards de francs, contre 1 milliard l'année précédente. Pour l'essentiel, les fonds ainsi importés ont découlé des ventes de produits structurés d'émetteurs étrangers par des investisseurs établis en Suisse. Dans le domaine des produits dérivés, les entrées et sorties de fonds se sont approximativement compensées.

Produits dérivés et structurés¹

En milliards de francs

Tableau 4

	2007	2008	2009	2010	2011
Produits dérivés²					
Paiements nets à l'étranger	-5.6	-58.8	-20.2	-23.0	-24.9
Paiements nets de l'étranger	4.5	62.8	18.6	22.7	25.1
Solde	-1.1	4.0	-1.7	-0.3	0.2
Produits structurés					
Investissements suisses dans des produits d'émetteurs étrangers	-9.3	8.5	0.7	0.4	3.8
Investissements étrangers dans des produits d'émetteurs suisses	-2.3	-5.1	3.5	1.2	0.2
Solde	-11.6	3.3	4.2	1.6	4.0
Produits dérivés et structurés, solde	-12.8	7.4	2.5	1.3	4.2

¹ Le signe moins (-) indique une exportation de capitaux.

² Jusqu'en 2007, uniquement les dérivés des compagnies d'assurances. Depuis 2008, les dérivés de toutes les entreprises.

Autres mouvements de capitaux

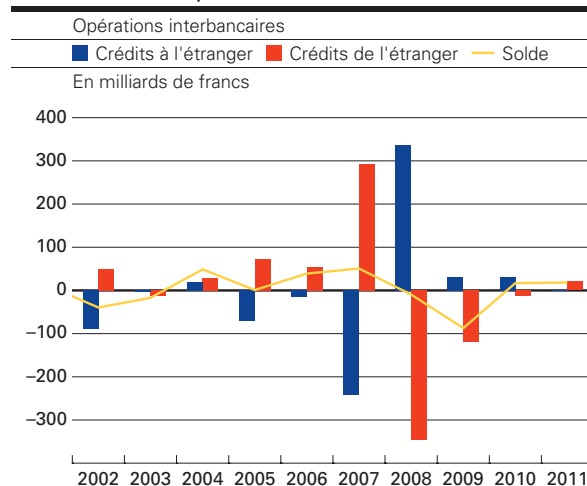
Crédits des banques commerciales

Les mouvements de capitaux des banques commerciales portent sur les opérations de crédits et de dépôts avec des banques et la clientèle à l'étranger. Les opérations interbancaires y jouent un rôle prépondérant. Les opérations de crédits et de dépôts avec la clientèle à l'étranger ne constituent généralement qu'une faible part de l'ensemble de ces mouvements de capitaux. Au cours des dix dernières années, les banques ont principalement importé des capitaux. Entre 2002 et 2006, ces opérations se sont maintenues à un niveau relativement bas. En 2007, les banques ont massivement accru leurs crédits à l'étranger (exportations de capitaux) et leurs crédits de l'étranger (importations de capitaux). En 2008, étant donné la crise financière, elles ont fortement réduit leurs crédits à l'étranger et leurs crédits de l'étranger, ce qui a entraîné une inversion des flux de capitaux. Ce repli a continué au cours des deux années suivantes. Ainsi, les créances et les engagements découlant des opérations interbancaires transfrontières ont reculé de plus de la moitié depuis 2007. Dans le domaine des opérations de crédits et de dépôts avec la clientèle à l'étranger, les années 2008 et, surtout, 2009 ont été marquées par de fortes évolutions. La clientèle étrangère a en effet diminué ses placements fiduciaires à l'étranger pour accroître ses dépôts dans des banques en Suisse. Ces remaniements ont engendré, en 2009, une importation nette de capitaux à hauteur de 130 milliards de francs. En 2010, les opérations avec la clientèle à l'étranger, qui se sont soldées par une exportation de capitaux de 3 milliards de francs, ont retrouvé leur niveau d'avant la crise financière.

En 2011, les banques ont importé des capitaux pour des montants nets de 31 milliards de francs dans leurs opérations de crédits et de dépôts avec la clientèle à l'étranger et de 18 milliards dans celles avec des banques à l'étranger. Ainsi, elles ont reçu de l'étranger un montant net de 49 milliards de francs, contre 14 milliards l'année précédente.

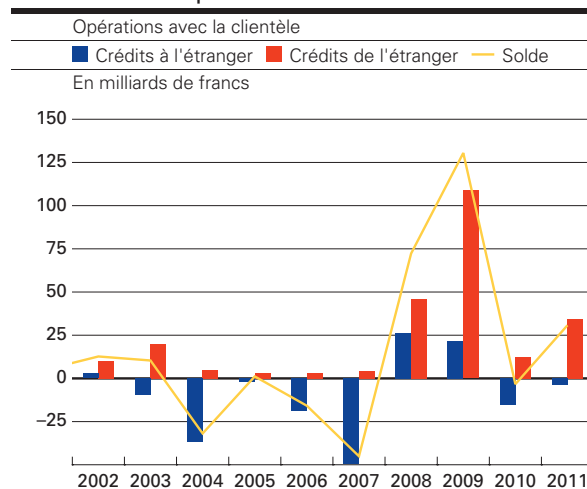
Graphique 39

Crédits des banques commerciales



Graphique 40

Crédits des banques commerciales



Crédits des entreprises

Ce poste regroupe divers éléments. Les flux financiers des entreprises, hors investissements directs et investissements de portefeuille, y sont recensés. Une partie de ces flux découle des capitaux que les entreprises suisses placent dans des banques à l'étranger ou recueillent auprès de telles banques. Les opérations effectuées au sein de groupes par les sociétés financières (crédits, hors investissements directs) revêtent elles aussi une grande importance. Ce poste comprend également les créances et engagements résultant des opérations transfrontières des compagnies d'assurances.

A l'exception de l'année 2007, les flux de capitaux au titre des crédits des entreprises ont porté sur des montants plutôt faibles. Les fortes importations et exportations de capitaux de 2007 ont été effectuées principalement par les sociétés financières et holdings et les entreprises du commerce.

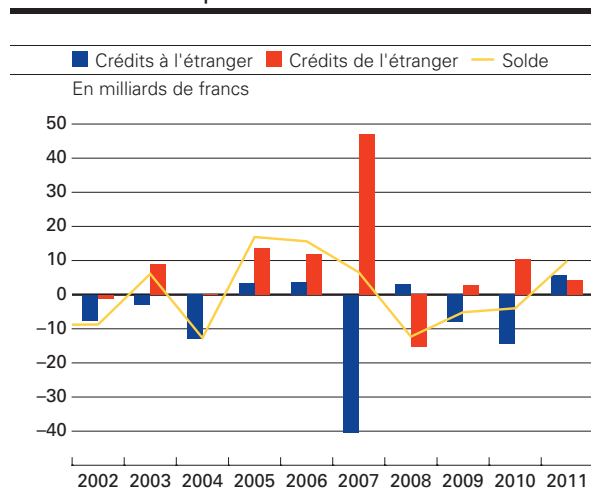
En 2011, les entreprises établies en Suisse ont réduit, en termes nets, de 6 milliards de francs les crédits accordés à l'étranger (créances sur l'étranger) et augmenté de 4 milliards les crédits obtenus de l'étranger (engagements envers l'étranger). Ainsi, elles ont au total importé des capitaux pour un montant de 10 milliards de francs, alors qu'elles en avaient exporté à hauteur de 4 milliards en 2010. La diminution des créances sur l'étranger a découlé pour l'essentiel des sociétés financières et holdings. Quant à l'augmentation des engagements envers l'étranger, elle est due aux entreprises du commerce et à celles de l'industrie. Les sociétés financières et holdings et les compagnies d'assurances ont en revanche réduit leurs engagements envers l'étranger.

Crédits de la Banque nationale

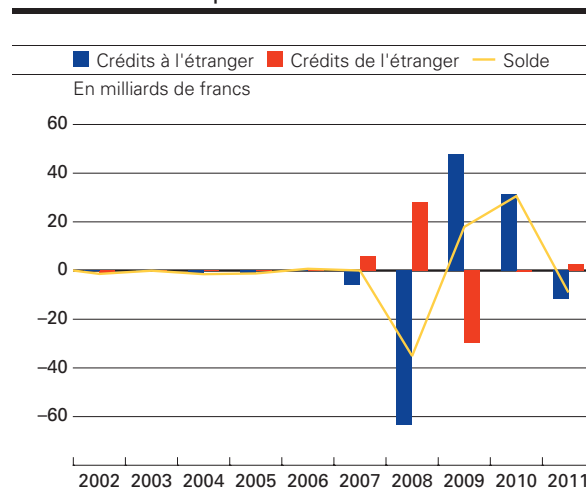
Les crédits de la Banque nationale englobent les créances et engagements en rapport avec les swaps et les pensions de titres, mais aussi d'autres créances et engagements (hors réserves monétaires) vis-à-vis d'instituts d'émission et de banques commerciales à l'étranger. Jusqu'en 2006, de telles opérations ont porté sur de faibles montants. Dans la seconde moitié de 2007 et, surtout, en 2008, la Banque nationale a, du fait de la crise financière, approvisionné généreusement les marchés en liquidités par des swaps et des pensions de titres. Elle a ainsi exporté des capitaux pour des montants élevés. Dans les années 2009 et 2010, le volume des swaps et des pensions de titres a été réduit, d'où des importations nettes de capitaux.

La Banque nationale a, en 2011, accru ses créances et engagements entrant dans ce poste. Elle a ainsi exporté des capitaux pour un montant de 9 milliards de francs.

Graphique 41
Crédits des entreprises



Graphique 42
Crédits de la Banque nationale



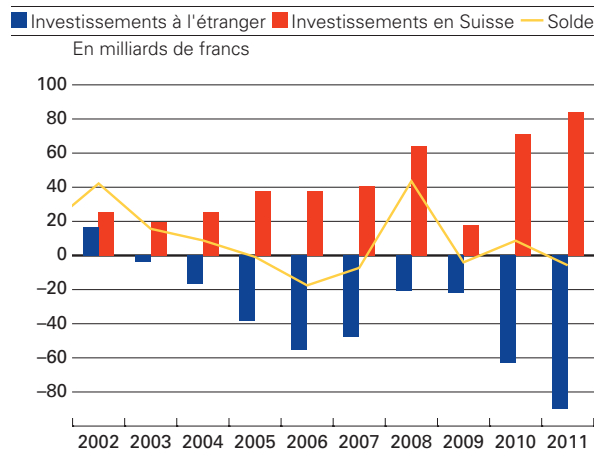
Autres investissements

Ce poste regroupe divers éléments – investissements suisses à l'étranger et investissements étrangers en Suisse – qui ne peuvent être attribués à aucune autre catégorie de mouvements de capitaux. Les fonds fiduciaires qui sont placés à l'étranger pour le compte de résidents (créances) et ceux qui sont placés en Suisse pour le compte de non-résidents (engagements) y figurent. Les importations de métaux précieux (exportations de capitaux) et les exportations de tels métaux (importations de capitaux) sont elles aussi comptabilisées sous ce poste. En outre, divers autres éléments qui ne peuvent être rangés clairement dans une catégorie déterminée de mouvements de capitaux sont pris en compte ici. Au cours des dix dernières années, les importations et exportations de métaux précieux se sont fortement accrues à la suite surtout de hausses de prix. Les faibles montants sur lesquels les investissements à l'étranger ont porté au début et à la fin de la dernière décennie sont dus principalement aux résidents qui ont réduit leurs créances sous forme de placements fiduciaires à l'étranger. Entre 2002 et 2010, les autres investissements se sont soldés le plus souvent par des importations de capitaux.

En 2011, les échanges de métaux précieux avec l'étranger se sont fortement accrues du fait surtout de l'évolution des prix; les importations ont en effet atteint 96 milliards de francs, tandis que les exportations se sont établies à 78 milliards. Il en a découlé une exportation nette de capitaux de 17 milliards de francs. Les autres composantes de ce poste ont entraîné une importation nette de capitaux de 12 milliards de francs. Au total, les mouvements de capitaux au titre des autres investissements se sont soldés par une exportation de fonds de 5 milliards de francs.

Graphique 43

Autres investissements



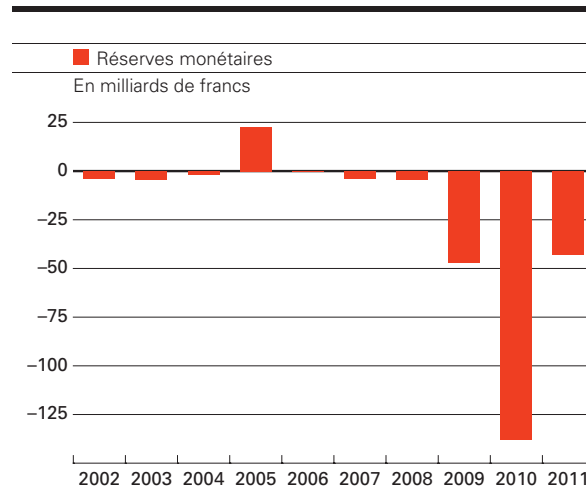
Réserves monétaires

Les réserves monétaires sont constituées principalement d'or et de placements de devises. En 2005, le produit des ventes d'or de la Banque nationale a été attribué à la Confédération et aux cantons. Ces opérations ont entraîné une diminution des réserves monétaires. En 2009 et, surtout, en 2010, la Banque nationale a effectué de substantiels achats de devises, d'où de sensibles exportations de capitaux et de forts accroissements des réserves monétaires.

Mesurées aux transactions effectuées, les réserves monétaires ont augmenté de 43 milliards de francs en 2011, après s'être déjà accrues de 138 milliards l'année précédente.

Graphique 44

Réserves monétaires



Le signe moins (-) indique une exportation de capitaux.

Erreurs et omissions nettes

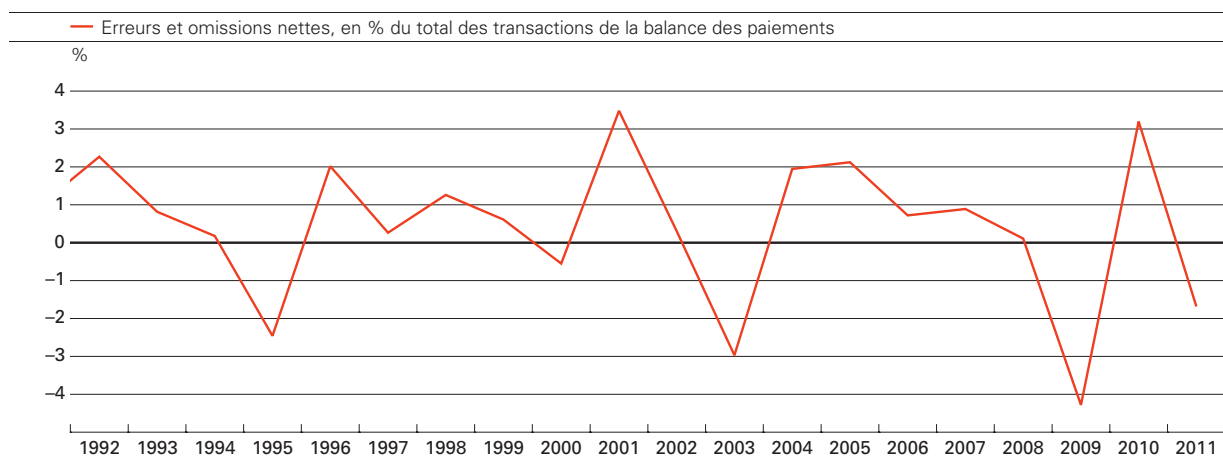
En théorie, la balance des paiements devrait être équilibrée, puisque qu'elle est dressée selon le système d'enregistrement en partie double. Toutes les transactions sont en effet comptabilisées une fois du côté des recettes (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital de l'étranger, importations de capitaux) et une fois du côté des dépenses (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger, exportations de capitaux). Dans la pratique cependant, on constate une différence entre le total des recettes et le total des dépenses, différence qui est due à des lacunes et à des erreurs dans les relevés statistiques. Si, par exemple, l'acquisition d'une entreprise à l'étranger est portée dans les investissements directs, mais que le flux financier correspondant n'est pas enregistré, le montant manquant apparaît dans les erreurs et omissions nettes.

Au cours des vingt dernières années, ce poste s'est soldé plus souvent par des valeurs positives que par des valeurs négatives. Une valeur positive indique soit une sous-estimation des recettes de la balance des transactions courantes ou des importations de capitaux, soit une surestimation des dépenses de la balance des transactions courantes ou des exportations de capitaux.

Les erreurs et omissions nettes ont porté en 2011 sur une valeur négative de 14 milliards de francs. Ce montant représente 1,7% de l'ensemble des transactions enregistrées dans la balance des paiements.

Graphique 45

Erreurs et omissions nettes, en % du total des transactions de la balance des paiements



Commerce de transit en Suisse

Introduction

Le commerce de transit a très fortement gagné en importance en Suisse ces dix dernières années. Depuis 2010, ses recettes dans la balance des transactions courantes dépassent celles que les banques en Suisse tirent des services financiers à l'étranger, qui occupaient jusqu'alors la première place dans les exportations de services.

Malgré son poids important, le commerce de transit est peu connu du grand public. Les explications ci-après devraient permettre de combler cette lacune. Elles présentent le contexte et l'évolution du commerce de transit en Suisse, ainsi que les facteurs ayant contribué à sa croissance rapide dans le pays durant la dernière décennie.

Un historique du commerce de transit en Suisse depuis le XIXe siècle figure par ailleurs à la fin de ce dossier spécial.

Définition, fonctionnement et sources de revenus du commerce de transit

Par commerce de transit, on entend l'acquisition de marchandises par une entreprise suisse auprès d'un fournisseur à l'étranger et leur revente à un acheteur lui aussi à l'étranger sans qu'elles ne passent par la Suisse. Le commerce de transit portant fréquemment sur des matières premières, commerce de transit et commerce de matières premières sont souvent utilisés comme synonymes.

Dans le cadre du commerce de transit, les marchandises ne subissent aucune transformation³ physique entre l'achat et la revente et demeurent la propriété de l'entreprise suisse pendant ce laps de temps. En matière de propriété, on différencie le transitaire et le courtier: ce dernier joue uniquement le rôle d'intermédiaire, mais ne négocie et ne possède pas les marchandises. Le commerce de transit se distingue du commerce international usuel en ce sens que les marchandises ne circulent pas par la Suisse.

Le commerce de transit des matières premières est une opération complexe comportant plusieurs étapes et de nombreux participants, dont les transitaires, les fournisseurs, les acheteurs, les banques et les contrôleurs des marchandises. Outre l'achat et la vente, les étapes comprennent notamment le transport et le financement.

Les négociants en matières premières entretiennent des contacts avec les fournisseurs et les acheteurs, avec lesquels ils concluent des contrats de livraison et d'acquisition. Ils achètent et vendent également des matières premières sur le marché à terme. Ces opérations à terme assurent la plupart des transactions contre les fluctuations des prix.

Les négociants en matières premières non seulement achètent et vendent ces dernières, mais ils organisent également le transport lié au négoce, le stockage au lieu de chargement et de déchargement, le contrôle des marchandises et ils concluent une assurance contre la perte ou l'endommagement des marchandises.

Ils assurent notamment le financement de cette activité qui nécessite beaucoup de capitaux: l'achat des marchandises doit en effet être réglé au fournisseur avant que les recettes issues de la vente au nouvel acquéreur ne soient perçues. Les négociants en matières premières se procurent les fonds auprès des banques au moyen de crédits, par exemple. Les crédits documentaires sont très largement utilisés en la matière: les fonds sont versés après la remise des documents d'envoi et la certification des marchandises par un organisme de contrôle (voir déroulement schématique du négoce de matières premières avec un crédit documentaire au tableau 5).

Cette opération complexe offre de nombreuses possibilités de revenus, qui découlent du négoce des marchandises proprement dit, mais aussi d'autres prestations. Dans le négoce, les transitaires tirent parti des différences de prix entre les régions (arbitrage géographique) et entre les périodes de livraison (arbitrage temporel). Ils fixent le prix de vente des marchandises de telle sorte qu'ils soient indemnisés non seulement pour l'activité de négoce liée à l'achat des marchandises, mais également pour l'organisation des prestations connexes. Il existe par ailleurs d'autres possibilités de revenus qui ne sont pas en relation directe avec le négoce et son exécution: les transitaires peuvent ainsi se protéger contre les fluctuations de prix sur le marché à terme, voire parier sur celles-ci. Les opérations à terme qui dépassent le cadre de la simple couverture peuvent générer des gains supplémentaires ou des pertes.

³ Le pétrole brut qui est raffiné dans un pays tiers avant la revente par l'entreprise suisse ne relève pas du commerce de transit. En revanche, les marchandises qui sont uniquement emballées dans un pays tiers avant leur revente entrent dans le champ d'application du commerce de transit.

En plus des entreprises effectuant uniquement du commerce de transit, d'autres ont intégré des éléments complémentaires de la chaîne de création de valeur en étendant leurs activités à l'extraction et à la production des matières premières et/ou à leur vente. Cette mutation de simple négociant en un producteur négociant offre de nouvelles possibilités de revenus. Les arbitrages de produit permettent ainsi de profiter des différences de prix pour un même produit ayant plusieurs compositions⁴. Les producteurs négociants (ou les prestataires) proposent également des prestations liées au négoce, qui génèrent elles aussi des revenus (par exemple, la mise à disposition de capacités de transport et de stockage). Ceux qui octroient des crédits à leurs partenaires commerciaux (les acheteurs, par exemple) tout en obtenant des fonds sur le marché des capitaux ou auprès des banques exploitent les différences de taux d'intérêt (arbitrage de financement). La notation (*rating*) supérieure du producteur négociant ou le manque de crédits dans le pays de l'acheteur peuvent motiver cette démarche.

Comptabilisation du commerce de transit dans la balance suisse des paiements

La Banque nationale suisse collecte différentes données auprès des transitaires domiciliés en Suisse afin de représenter le commerce de transit dans la balance suisse des paiements. Il s'agit, d'une part, du produit brut des ventes de marchandises à l'étranger, également appelé produit des ventes à l'étranger, et, d'autre part, des charges à l'étranger pour l'achat de marchandises et d'autres charges, comme le contrôle des marchandises. La différence entre ces deux valeurs indique les recettes nettes, qui figurent dans la balance des transactions courantes avec les recettes tirées du commerce de transit. Conformément aux directives internationales, elles sont comptabilisées comme recettes découlant des exportations de services (voir enquête et comptabilisation dans la balance des transactions courantes au tableau 5).

Les crédits bancaires sont importants dans le financement du commerce de matières premières. Les crédits obtenus à l'étranger par des transitaires établis en Suisse ainsi que leur remboursement sont comptabilisés dans les mouvements de capitaux sous *Autres mouvements de capitaux*, conformément aux directives internationales (voir comptabilisation dans les mouvements de capitaux au tableau 5).

De leur côté, les charges d'intérêt à l'étranger découlant du commerce de transit peuvent elles aussi s'avérer considérables. En vertu des directives internationales, elles sont prises en compte comme dépenses sous le poste *Revenus de capitaux* dans la balance des transactions courantes et ne figurent donc pas dans les dépenses à l'étranger (voir tableau 5).

Les recettes tirées du commerce de transit indiquées dans la balance suisse des transactions courantes peuvent également comprendre des recettes issues de prestations allant au-delà du simple négoce de marchandises. Ces recettes ne sont toutefois pas mentionnées séparément, mais intégrées dans le solde du poste concerné.

Bien que la majeure partie des produits et des charges des transitaires domiciliés en Suisse soit échue à l'étranger, ces derniers supportent également des charges en Suisse, telles que le loyer des locaux commerciaux ou les salaires des collaborateurs dans ce pays. Ces charges en Suisse ne font pas partie de la balance des transactions courantes, mais elles constituent pour chaque transitaire un poste correspondant dans le calcul du bénéfice (voir compte de résultat de l'entreprise au tableau 5).

⁴ Le biodiesel, par exemple, peut être produit à partir de différents mélanges d'huiles alimentaires (huile de colza, de soja ou de palme). La composition variera en fonction des prix de ces huiles et de leur évolution.

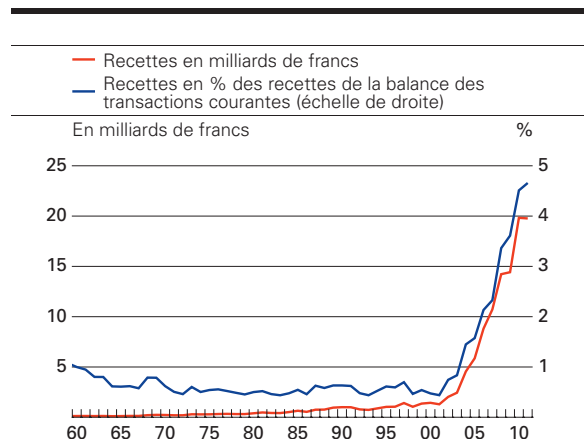
Recettes tirées du commerce de transit dans la balance suisse des transactions courantes

Les recettes tirées du commerce de transit et comptabilisées dans la balance suisse des transactions courantes ont enregistré une croissance très importante ces dix dernières années. Comme le montre le graphique 46, elles s'établissaient à 20 milliards de francs en 2011, soit 4,7% des recettes de cette balance, contre 1,3 milliard ou 0,4% en 2001. Durant la dernière décennie, le facteur de croissance des recettes tirées du commerce de transit était aussi élevé que pendant les 40 années précédentes (facteur 13 entre 1960 [0,1 milliard de francs] et 2001; facteur 15 entre 2001 et 2011).

Le graphique 47 montre que la croissance des recettes tirées du commerce de transit en Suisse s'est poursuivie même après la crise financière de 2008. Cette évolution diverge de celle des recettes issues des opérations de commission et des prestations transfrontières des banques en Suisse, qui sont en fort repli depuis 2007. Par conséquent, depuis 2010, les recettes issues du commerce de transit dépassent les recettes que les banques suisses ont tiré des services financiers à l'étranger, s'appropriant la première place dans le domaine des exportations de services.

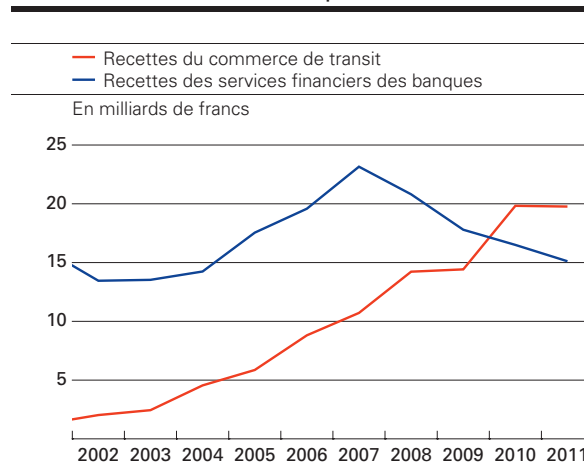
Graphique 46

Commerce de transit, recettes en milliards de francs et en % des recettes de la balance des transactions courantes



Graphique 47

Recettes du commerce de transit et des services financiers des banques

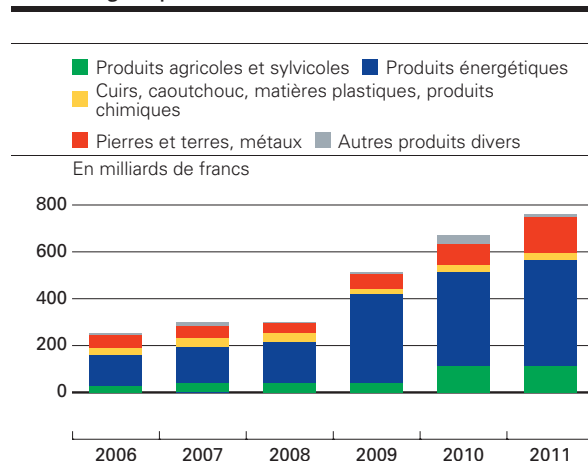


Produit des ventes à l'étranger

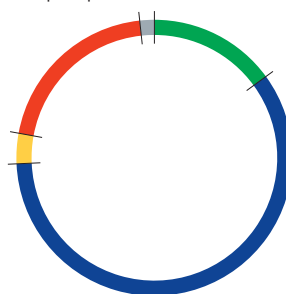
Le produit des ventes à l'étranger des transitaires établis en Suisse est très important: il dépasse la performance économique du pays. En 2011, il atteignait 763 milliards de francs (voir graphique 48), alors que le produit intérieur brut de la Suisse s'inscrivait à 560 milliards environ. Les transitaires domiciliés en Suisse ont vendu principalement des matières premières (2011: 94%) à l'étranger, notamment des matières premières énergétiques (59%). Les matières premières minérales représentaient 20% du total, et les matières premières agricoles, 15% (voir graphique 49)⁵. Les matières premières énergétiques dominaient déjà auparavant le produit des ventes à l'étranger, mais leur part en pourcentage était moindre. En 2006, elles constituaient la moitié du produit des ventes à l'étranger dans le commerce de transit, qui s'élevait alors à près de 250 milliards de francs.

Graphique 48

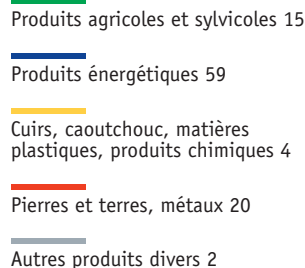
Commerce de transit, produit des ventes selon le groupe de marchandises



Graphique 49



Commerce de transit, produit des ventes en 2011 selon le groupe de marchandises, en %



⁵ Le pétrole, le gaz naturel et le charbon font partie des matières premières énergétiques. Parmi les matières premières minérales, on compte le fer, le cuivre et l'aluminium, tandis que les matières premières agricoles comprennent notamment les céréales, les graisses végétales et le sucre.

Facteurs décisifs pour l'évolution du commerce de transit

Les marchandises du commerce de transit ne passent pas par la Suisse (ni importation, ni exportation) et elles sont généralement négociées en monnaie étrangère. La demande en Suisse ou le cours de change du franc n'influent donc pas sur leur demande. En revanche, la demande de matières premières à l'étranger est décisive. Si elle augmente alors que l'offre reste identique, les prix des matières premières progressent (effet de prix). Une hausse de la demande peut toutefois aussi entraîner une offre accrue (effet de quantité).

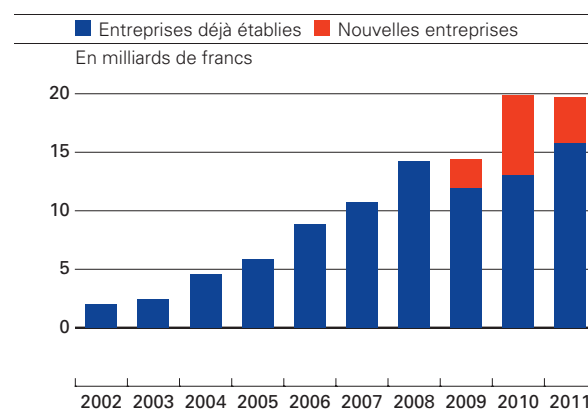
En plus de ces deux effets, l'accroissement des recettes tirées du commerce de transit dans la balance des transactions courantes peut résulter d'une extension de l'enquête statistique sur le commerce de transit en Suisse à des transitaires supplémentaires, notamment à ceux nouvellement implantés dans le pays. Si ces recettes n'ont pas reculé après 2008, mais ont affiché une croissance, c'est grâce à ces nouvelles arrivées sur le marché, comme l'indique le graphique 50.

Les données disponibles ne permettent de tirer que des conclusions partielles sur les effets de quantité et de prix. Il est notamment possible d'analyser l'effet de prix indirect en observant les conséquences d'une hausse des prix des matières premières sur les recettes par l'intermédiaire du taux de marge⁶. Cette analyse révèle que le taux de marge augmente avec l'indice des prix des matières premières⁷. Toutefois, cette corrélation n'est que faible et n'explique dès lors qu'une infime partie de la hausse des recettes tirées du commerce de transit.

L'évolution de ces recettes avant la crise financière découle par conséquent d'un effet de prix et/ou de quantité direct. Les données disponibles ne permettent cependant pas de déterminer précisément la part de ces deux effets dans l'accroissement des recettes⁸. L'évolution des prix des matières premières (voir graphique 51) laisse supposer que l'effet de prix direct a joué un rôle prédominant durant cette période, d'autant qu'elle concorde largement avec l'évolution des recettes des transitaires établis en Suisse. A défaut d'une quantification précise du probable effet de prix, la corrélation entre la variation des prix et l'évolution des recettes peut servir d'indicateur de cet effet. Elle s'établit à 0,56 pour la période 1993–2008 et confirme ainsi que l'effet de prix direct a très probablement contribué à l'augmentation des recettes tirées du commerce de transit avant la crise financière. Toutefois, l'accroissement du volume de négoce des transitaires établis en Suisse devrait également avoir eu une incidence.

Graphique 50

Recettes tirées du commerce de transit des entreprises déjà établies en Suisse ou nouvellement implantées avant la crise financière



Source: BNS; une entreprise est considérée comme nouvellement implantée en Suisse si elle intègre la statistique pour la première fois en 2009 ou après et si elle s'est inscrite au registre du commerce suisse deux à trois ans auparavant.

⁶ Définition utilisée du taux de marge = [(produit des ventes à l'étranger/charges à l'étranger) - 1] * 100. Le taux de marge correspond également aux recettes tirées du commerce de transit en pourcentage des charges à l'étranger.

⁷ Une hausse de l'indice des prix des matières premières d'une unité accroît le taux de marge de 0,05 point.

⁸ Une quantification serait possible si les prix et les quantités des marchandises vendues et achetées étaient déclarés lors de l'enquête. Cette dernière porte cependant sur le produit des ventes et les charges à l'étranger.

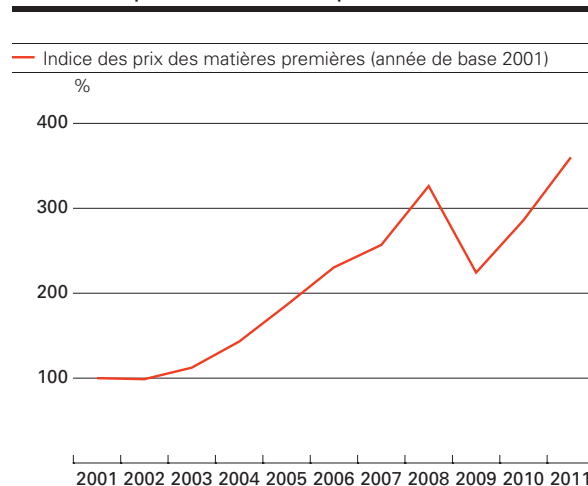
Conclusion

La balance suisse des transactions courantes présente les recettes des transitaires. L'analyse de ces données révèle que l'arrivée de nouvelles entreprises sur le marché suisse a entraîné une hausse des recettes tirées du commerce de transit après 2008. L'implantation de nouvelles sociétés peu avant la crise financière explique que les recettes n'ont pas reculé par la suite. Par ailleurs, la progression des recettes tirées du commerce de transit tient, pour une faible part, à l'augmentation des marges. La majeure partie de la croissance des recettes des transitaires établis en Suisse avant la crise financière devrait découler de l'accroissement des prix des matières premières et de l'extension des activités commerciales de ces transitaires.

Le développement du commerce de transit en un secteur particulièrement important en Suisse est passé presque inaperçu du grand public. La plupart des entreprises actives dans ce domaine ne sont pas cotées en bourse et ne doivent pas publier leurs résultats. Une analyse est donc difficile dans ce contexte, d'autant que les opérations sont complexes et que les données recueillies pour la balance des transactions courantes ne concernent que les principales valeurs-clés.

Graphique 51

Indice des prix des matières premières



Source: BNS, Fonds monétaire international, Nations Unies et U.S. Bureau of Labor Statistics; propres calculs de l'indice des prix des matières premières d'après la moyenne pondérée des indices des prix des groupes de marchandises présentés aux graphiques 48 et 49 (hors groupe *Autres produits divers*).

Historique⁹

La Suisse a une longue tradition dans le commerce de transit des produits agricoles. Dès le milieu du XIXe siècle, les frères Volkart fondèrent à Winterthour et à Bombay des entreprises qui négociaient du coton, du café et des épices provenant d'Inde et du Sri Lanka, l'ancien Ceylan. La Missions-Handlungs-Gesellschaft, qui fournissait des produits européens aux établissements missionnaires et faisait du commerce de transit avec le cacao, fut créée à Bâle en 1859.

Les organismes de contrôle jouent un rôle important dans le commerce de transit. En 1915, pendant la Première Guerre mondiale, la Société Générale de Surveillance (SGS) transféra son siège de Paris à Genève. En 1920, les négociants en céréales s'installèrent au bord du Léman, à proximité du siège principal de Nestlé. La neutralité de la Suisse favorisa le commerce de transit. Genève, notamment, faisait figure de ville neutre et internationale en raison de la création de la Société des Nations et d'autres organisations. Lors de la guerre froide, les sociétés de négoce américaines firent du commerce avec les pays du bloc de l'Est par l'intermédiaire de filiales sises à Genève, et des négociants égyptiens de coton s'installèrent à Lausanne en 1956, lorsque le canal de Suez et les sociétés étrangères furent nationalisées en Egypte la même année.

L'implantation de deux grandes entreprises américaines en 1956 fut déterminante pour le développement du commerce de transit en Suisse: la société de commerce agricole Cargill ouvrit une filiale à Genève, tandis que Philipp Brothers en créa une à Zoug. Contrairement aux entreprises classiques de commerce de transit, Philipp Brothers ne s'occupait pas de matières premières agricoles, mais de métaux. Genève et Zoug disposaient de réglementations fiscales particulières pour les sociétés de commerce de transit.

Les négociants en pétrole virent le jour début 1970, lorsque le pouvoir des grandes sociétés pétrolières privées prit fin dans la production pétrolière. Le pétrole brut était alors produit par des sociétés publiques des pays producteurs qui ne disposaient pas de leur propre réseau de distribution, contrairement aux entreprises privées. Ils vendirent donc leur pétrole aux négociants notamment.

Une banque établie à Genève fut la première à accorder début 1970 des crédits garantis par la valeur des cargaisons maritimes. Cette innovation dans le financement du négoce permit également aux petits transitaires de traiter des volumes importants de matières premières. Par ailleurs, cet instrument financier fut une étape importante dans le développement de la ville de Genève en tant que place financière spécialisée dans ce domaine.

Dans les années 1970, l'implantation de sociétés de commerce de transit à Genève et à Zoug développa sa propre dynamique. A Genève, le regroupement des offres liées à ces activités engendra la création de nouvelles entreprises de commerce de transit, tandis qu'à Zoug, de nouvelles sociétés de commerce de transit furent créées par des entrepreneurs ayant appris les ficelles du métier dans une autre société.

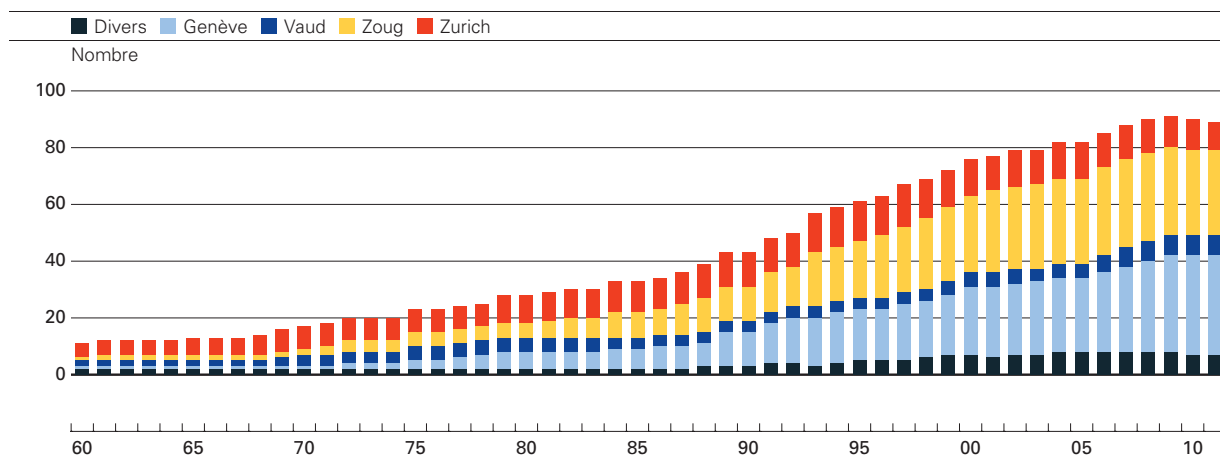
Enfin, de nombreux groupes pétroliers russes s'implantèrent à Genève dans les années 1990, après l'effondrement de l'Union soviétique, faisant de la métropole lémanique la principale place de négoce dans le monde pour l'or noir.

Le graphique 52 montre l'évolution du nombre d'entreprises de commerce de transit dans les cantons suisses entre 1960 et 2011 et leur concentration dans les cantons de Genève et de Zoug. En 1960, les cantons de Vaud et de Zurich comptaient davantage d'entreprises que Genève et Zoug. Au fil des ans, le nombre d'entreprises est demeuré relativement stable dans les cantons de Vaud, de Zurich et dans les autres cantons, alors qu'il a fortement augmenté à Genève et à Zoug.

⁹ Voir http://www.swissinfo.ch/fre/economie/Le_commerce_des_materieres_premieres_expose.html?cid=29765778, <http://www.gtsa.ch/geneva-global-trading-hub/geneva-global-trading-hub>. Rohstoff – Das gefährlichste Geschäft der Schweiz. Erklärung von Bern (Hg.) 2011.

Graphique 52

Répartition des entreprises de commerce de transit par canton



Source: inscriptions des sociétés suisses de commerce de transit au registre du commerce.

Déroulement schématique du négoce de matières premières avec un crédit documentaire; notions statistiques et comptables

Tableau 5

Déroulement schématique du négoce de matières premières	Enquête et comptabilisation dans la balance des transactions courantes ¹		Comptabilisation dans les mouvements de capitaux	Compte de résultat de l'entreprise
	Services	Revenus de capitaux	Autres services	
Le négociant fait affaire avec le fournisseur et l'acheteur.				
La banque du négociant garantit le paiement au fournisseur (émission de l'accréditif).				
La société de contrôle des marchandises vérifie et confirme à la banque que la qualité convenue a été chargée.				
Les matières premières sont chargées.				
La banque paie la cargaison au fournisseur. Il en résulte un engagement (crédit) du négociant envers la banque.			Crédits à l'étranger	
La cargaison est transportée jusqu'à l'acheteur et déchargée.				
L'acheteur paie la cargaison au négociant.	Produit des ventes à l'étranger (produit brut des ventes de marchandises à l'étranger)			
Le négociant paie les charges à l'étranger (achat de marchandises, frais de couverture, contrôle des marchandises, transport, assurances, salaires, loyer des entrepôts, impôts).	./. Charges à l'étranger (achat de marchandises et autres charges)			
	= Recettes nettes ou recettes tirées du commerce de transit			
Le négociant règle les autres charges à l'étranger (par exemple, les charges d'intérêts) qui ne sont pas échues avec le traitement.		./. Charges d'intérêts à l'étranger		
Le négociant rembourse le crédit.			Remboursement de crédits à l'étranger	
Le négociant règle les charges en Suisse (salaires, loyer des locaux commerciaux, impôts).				./. Charges en Suisse
				= Bénéfice

¹ Les termes écrits en caractères normaux font l'objet de l'enquête; les expressions en caractères gras sont indiquées dans la balance des transactions courantes.

Commentaires

Modifications par rapport à 2010

Les opérations bancaires internes, jusque-là comprises dans *Autres investissements*, figurent désormais sous *Crédits des banques commerciales* dans la balance des paiements. Certaines banques annoncent ces opérations sous *Autres actifs* et *Autres passifs*.

Balance des transactions courantes

Commerce spécial

Exportations fob et importations caf, conformément à la statistique du commerce extérieur de l'Administration fédérale des douanes (AFD), sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités (total 1). Depuis 1995, le kérosène est comptabilisé dans le commerce spécial. Il en va de même, depuis 2002, de l'énergie électrique, du perfectionnement à façon et des marchandises en retour.

Autres marchandises

Métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, marchandises pour/de réparation, achats et ventes de bateaux navigant sur le Rhin, frais de transport et primes d'assurances liés aux importations, trafic non contrôlé de marchandises, petits envois, importations d'or et d'argent industriels, achats de biens dans les ports par les transporteurs.

Tourisme

Voyages d'affaires et de vacances, séjours dans des établissements hospitaliers et de cure, séjours d'études, voyages d'un jour et de transit, chiffres d'affaires des boutiques hors taxes, consommation des frontaliers étrangers et des titulaires de permis de courte durée.

Services (hors tourisme)

Services d'assurance dans les opérations des « assurances sociales privées » et des autres assurances privées avec l'étranger, opérations de commerce de transit (recettes nettes tirées des opérations internationales de négoce de marchandises, sans les exportations et importations qui entrent dans le commerce extérieur), transports, postes, messageries et télécommunications, services financiers des banques (commissions et services financiers fournis contre une rémunération indirecte comprise dans les intérêts: services d'intermédiation financière indirectement mesurés [SIFIM], services à contenu technologique (constructions à l'étranger, conseils commerciaux et techniques, licences et brevets, y compris les services de gestion), services fournis ou reçus par les administrations publiques (achats de marchandises et de services par les représentations étrangères en Suisse, par les représentations suisses à l'étranger et par les organisations

internationales en Suisse, taxes perçues par les ambassades et les consulats), administration des sociétés de domicile, avocats, fiduciaires, services culturels, recettes que l'Etat tire des droits de timbre.

Revenus du travail

Salaires bruts versés à des frontaliers suisses et à des résidents au service d'employeurs étrangers (organisations internationales et représentations consulaires sises en Suisse). Salaires bruts des frontaliers étrangers, y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG, à l'assurance-chômage (AC), à la SUVA et aux caisses de pensions; salaires bruts versés à des personnes titulaires d'un permis de courte durée (< 4 mois), y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG et à l'AC.

Revenus de capitaux

Investissements de portefeuille: revenus des titres en portefeuille (actions, obligations, etc.); investissements directs: revenus (transférés et réinvestis) des investissements directs; autres placements: opérations d'intérêts des banques, après prise en compte des services financiers fournis contre une rémunération indirecte comprise dans les intérêts (services d'intermédiation financière indirectement mesurés [SIFIM], pour mémoire: opérations d'intérêts des banques avant prise en compte des SIFIM, revenus des placements à titre fiduciaire, intérêts sur les avoirs et engagements des entreprises vis-à-vis de tiers, revenus des placements de la Banque nationale et de la Confédération ainsi que les autres revenus de capitaux (paiements opérés au titre de contrats de crédit-bail, etc.), variation des droits des ménages à l'étranger sur les provisions des caisses de pensions. Les intérêts sur les crédits accordés par le secteur non bancaire ne sont pas recensés.

Transferts courants du secteur privé

Transferts effectués par les émigrants suisses, les institutions d'assurances étrangères, etc.; transferts vers l'étranger effectués par les immigrés, rentes et indemnités, pensions, prestations de soutien, aides des œuvres caritatives du secteur privé en faveur de l'étranger, primes encaissées et prestations versées à la suite de sinistres (abstraction faite des services d'assurance) par les assurances sociales privées et par les autres assurances privées.

Transferts courants du secteur public

Cotisations versées aux assurances sociales (AVS, AI et APG) par les émigrants et par les frontaliers étrangers, recettes que l'Etat tire de l'impôt à la source (frontaliers) ainsi que d'autres impôts et droits; il est également tenu compte des recettes provenant des taxes routières et de la retenue d'impôt UE. Prestations des assurances sociales versées à l'étranger, contributions de la Suisse à des organisations internationales et autres transferts à l'étranger, ristournes d'impôts aux pays de domicile des frontaliers, aides publiques en faveur de l'étranger.

Sources (pour la balance des transactions courantes)

Les données proviennent d'enquêtes des autorités fédérales et de la Banque nationale; il s'agit en partie d'estimations.

Transferts en capital

Remises de dettes et aides financières (dons) de la Confédération, transferts privés en capital ainsi qu'achats et ventes d'actifs non financiers non produits.

Mouvements de capitaux

Investissements directs

Habituellement, il y a investissement direct quand un investisseur participe pour au moins 10% au capital (avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou en Suisse, ou fonde une filiale ou une succursale. Sont pris en considération les mouvements financiers portant sur les fonds propres (libération de capital social; fondation et acquisition, liquidation et vente de filiales et de participations; mise d'un capital d'exploitation ou de dotation à la disposition de succursales), les revenus réinvestis ainsi que les variations des crédits. Ces données proviennent des relevés trimestriels et annuels que les entreprises remettent à la Banque nationale.

Investissements de portefeuille

Investissements de portefeuille à l'étranger: placements de résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des non-résidents (papiers monétaires, obligations, actions, bons de participation, bons de jouissance, parts de placements collectifs), qui n'entrent pas dans les investissements directs ni dans les réserves monétaires. Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les achats de titres de créance et de titres de participation, moins les ventes et les remboursements de placements. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle résidente. Les informations sur les achats des banques et des entreprises sont tirées des données fournies par ces sociétés sur leurs actifs à l'étranger. Quant aux informations sur les achats de la Banque nationale, elles proviennent des propres données de la BNS. Investissements de portefeuille en Suisse: placements de non-résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des résidents (papiers monétaires, obligations, bons de caisse, actions, bons de participation, bons de jouissance, parts de placements collectifs), qui n'entrent pas dans les investissements directs. Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les achats de titres de créance et de titres de participation, moins les ventes et les remboursements de placements. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-

valeurs par la clientèle non résidente. Les données concernant les emprunts émis à l'étranger par des entreprises résidentes sont tirées des relevés sur les passifs envers l'étranger.

Produits dérivés et structurés

Les produits dérivés comprennent des opérations à terme conditionnelles (options) et inconditionnelles (opérations à terme sec, *futures*, *swaps*). Exportations de capitaux: paiements à des contreparties à l'étranger en relation avec des opérations sur produits dérivés. Importations de capitaux: recettes perçues de contreparties à l'étranger en rapport avec des opérations sur produits dérivés. Ces données proviennent des relevés que les entreprises remettent à la Banque nationale.

Les produits structurés recouvrent des titres de créance standardisés dans lesquels les propriétés de deux ou plusieurs instruments financiers sont combinées pour constituer un nouveau produit. Ils sont offerts sur le marché sous différentes variantes. Une des classifications les plus fréquentes subdivise les produits structurés en produits de participation (certificats), d'optimisation du rendement (certificats, *convertibles*) et de protection du capital (avec ou sans *cap*). Placements à l'étranger: placements de résidents en produits structurés d'émetteurs étrangers. Placements en Suisse: placements de non-résidents en produits structurés d'émetteurs suisses. Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les achats moins les ventes et les remboursements. Les données sont tirées des relevés des banques sur les achats nets de la clientèle suisse et étrangère.

Autres mouvements de capitaux: crédits des banques commerciales

Crédits à des débiteurs non-résidents: variation des crédits accordés à court et long terme à des banques, y compris les créances en métaux précieux; variation des crédits octroyés à la clientèle, y compris les créances hypothécaires et les créances en métaux précieux. Crédits de l'étranger: variation des engagements à court et long terme envers les banques, y compris les engagements en métaux précieux; variation des engagements à long terme envers la clientèle, y compris sous forme d'épargne et de placements, ainsi que variation des engagements à court terme envers la clientèle, y compris les engagements en métaux précieux. Les valeurs qui sont portées dans la balance des paiements indiquent la variation nette de chaque poste, soit l'afflux de fonds, déduction faite des remboursements. Ces données sont tirées des déclarations des comptoirs en Suisse sur les actifs à l'étranger et les passifs envers l'étranger.

Autres mouvements de capitaux: crédits des entreprises

Crédits à des débiteurs non-résidents: variation des crédits à court et long terme que les entreprises privées et publiques résidentes ont octroyés à des personnes physiques, à des banques et à des entreprises qui sont domiciliées à l'étranger, sans les crédits au sein

de groupes, soit à des filiales, succursales ou participations à l'étranger. Crédits de l'étranger: variation des crédits à court et long terme que des personnes physiques, des banques et des entreprises à l'étranger ont octroyés à des entreprises privées et publiques résidentes, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales ou participations en Suisse. Ces données proviennent des relevés que les entreprises remettent à la Banque nationale.

**Autres mouvements de capitaux:
crédits des collectivités publiques**

Crédits à court et long terme que les collectivités publiques (Confédération, cantons, communes, assurances sociales) ont octroyés à l'étranger. Engagements à court et long terme des collectivités publiques envers l'étranger.

**Autres mouvements de capitaux:
crédits de la Banque nationale**

Variation des crédits d'aide monétaire, variation des créances et engagements résultant de pensions de titres conclues avec des autorités monétaires et des banques à l'étranger, variation des avoirs découlant de swaps passés avec des autorités monétaires et des banques à l'étranger et variation des autres créances et engagements vis-à-vis de l'étranger.

Autres investissements

Créances et engagements à titre fiduciaire: les créances à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de résidents et qui sont placés à l'étranger; les engagements à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de non-résidents et qui sont placés en Suisse. Les données sont tirées des relevés des comptoirs en Suisse des banques. Variation des créances et engagements des fonds de placement vis-à-vis de l'étranger: les données sont tirées des relevés des fonds de placement. Importations et exportations de métaux précieux: importations et exportations d'or et d'argent sous forme brute et sous forme de pièces, selon la statistique du commerce extérieur, ainsi que ventes d'or de la BNS au secteur privé. Les importations de métaux précieux à des fins artisanales et industrielles comptabilisées dans la balance des transactions courantes sont portées en déduction. Variation de la participation de la Banque nationale à la Banque des Règlements Internationaux (BRI). Variation des participations de la Confédération à des augmentations de capital d'organisations internationales. Ventes d'immeubles en Suisse à des non-résidents, déduction faite des ventes effectuées par des non-résidents à des résidents; sont

prises en considération les mutations effectives selon la statistique de l'Office fédéral de la justice. Achats d'immeubles à l'étranger par des résidents. Flux de capitaux du secteur non bancaire vers des banques à l'étranger. Variation du stock de billets de banque suisses à l'étranger. Les autres investissements englobent aussi des éléments correctifs, notamment pour les opérations des banques avec les organisations internationales ayant leur siège en Suisse.

Réserves monétaires

Ce poste enregistre la variation de l'encaisse-or, des placements de devises, de la position de réserve au Fonds monétaire international (depuis 1992) et des moyens de paiement internationaux (DTS). Après l'entrée en vigueur, le 1^{er} mai 2000, de la loi sur l'unité monétaire et les moyens de paiement, la Banque nationale a modifié la gestion de son encaisse-or. Elle a vendu, dans les limites de l'accord conclu entre banques centrales, 1300 tonnes d'or. Ces ventes d'or se sont achevées fin mars 2005. Dans le cadre du second accord sur l'or conclu en 2004 entre banques centrales, la Banque nationale a vendu, en 2007 et en 2008, 250 tonnes d'or supplémentaires au secteur privé à l'étranger. Ces ventes d'or ne sont pas comptabilisées sous le poste *Réserves monétaires*. Seules les opérations sur or passées avec d'autres banques centrales doivent figurer dans les réserves monétaires. La balance des paiements distingue deux étapes dans les ventes d'or au secteur privé: le transfert de réserves monétaires vers de l'or non monétaire (démonétisation), puis la vente d'or non monétaire au secteur privé à l'étranger. Le transfert n'est pas indiqué dans la balance des paiements. Les ventes d'or non monétaire sont comptabilisées dans la balance des paiements en tant qu'importations de capitaux, sous *Autres investissements*. Le produit des ventes d'or est placé en devises.

Erreurs et omissions nettes

Erreurs et omissions

Voir fondements méthodologiques.

Fondements juridiques

Fondements juridiques des enquêtes servant à établir la balance des paiements et la position extérieure nette

La loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale confèrent à cette dernière le droit de mener les enquêtes statistiques nécessaires à l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure nette. Selon l'annexe à l'ordonnance de la Banque nationale, les personnes morales et autres sociétés sont tenues de fournir des données si le montant de leurs transactions, par trimestre et par objet, dépasse 100 000 francs (1 million de francs dans les mouvements de capitaux), si leurs avoirs ou engagements financiers vis-à-vis de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête ou si leurs investissements directs à l'étranger ou de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête.

Fondements méthodologiques

Définition

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'une économie avec le reste du monde. Ces transactions portent sur les flux de marchandises, de services et de revenus, sur les transferts (voir ci-dessous), sur la création et l'extinction de créances et d'engagements financiers ainsi que sur les flux de capitaux d'investissement direct. Les fondements méthodologiques de la balance des paiements sont tirés d'un ouvrage du Fonds monétaire international, le Manuel de la balance des paiements (5e édition).

Balance des transactions courantes

La balance des transactions courantes récapitule les échanges de marchandises et de services avec l'étranger, les flux transfrontières de revenus de facteurs et les transferts courants entre la Suisse et l'étranger.

Transferts

Les transferts sont des écritures compensatoires passées pour toutes les transactions unilatérales, donc sans contrepartie (par exemple aide au développement), afin de respecter le système d'enregistrement en partie double qui est appliqué à la balance des paiements. On distingue les transferts courants, qui figurent dans la balance des transactions courantes, et les transferts en capital, qui constituent une catégorie à part. Les écritures compensatoires sont enregistrées avant tout dans les transferts courants pour les marchandises, services et revenus fournis sans contrepartie et dans les transferts en capital pour les prestations en capital sans contrepartie.

Mouvements de capitaux

La création et l'extinction de créances et d'engagements financiers transfrontières sont enregistrées dans les mouvements de capitaux. Ces flux portent, selon leur nature, sur des investissements directs (investissements à caractère de participation dans des entreprises), des investissements de portefeuille (investissements dans des papiers-valeurs, sans aucun caractère de participation), des produits dérivés et structurés, d'autres mouvements de capitaux (principalement les crédits des banques commerciales et des entreprises) et sur les réserves monétaires internationales.

Poste résiduel (erreurs et omissions)

Toutes les transactions sont théoriquement comptabilisées du côté «recettes» et du côté «dépenses», si bien que les deux totaux devraient être égaux. Dans la pratique toutefois, il est difficile d'appliquer pleinement ce principe. Le poste résiduel correspond à la différence entre, d'une part, le total des flux venant de l'étranger (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital provenant de l'étranger et importations de capitaux) et, d'autre part, le total des flux vers l'étranger (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger et exportations de capitaux). Une telle différence découle de lacunes et d'erreurs dans les relevés statistiques.

Toutes les composantes de la balance des paiements peuvent contribuer à la formation de cette différence. Un poste résiduel indique, s'il est positif (+), que des recettes et des importations de capitaux n'ont pas été recensées et, s'il est négatif (-), que des dépenses et des exportations de capitaux n'ont pas été prises en considération.

Relations entre les balances partielles

La balance suisse des paiements comprend trois balances partielles: les transactions courantes, les transferts en capital et les mouvements de capitaux. Ces trois balances sont reliées entre elles. En théorie (donc abstraction faite des erreurs statistiques constituant le poste résiduel), le solde des transactions cou-

rantes et des transferts en capital correspond au solde, avec un signe (positif ou négatif) inverse, des mouvements de capitaux. La somme des trois balances partielles est par conséquent égale à zéro.

La capacité ou le besoin de financement des CN correspond aussi à la variation, due aux transactions, de la position extérieure nette.

Balance des paiements	CN			
+ Marchandises	Contribution de l'extérieur au produit intérieur brut	Contribution de l'extérieur au revenu national brut	Solde des investissements intérieurs et de l'épargne intérieure	Capacité ou besoin de financement
+ Services				
= Solde des marchandises et services				
+ Revenus				
= Solde des marchandises, des services et des revenus				
+ Transferts courants				
= Solde de la balance des transactions courantes				
+ Transferts en capital				
= Solde de la balance des transactions courantes et solde des transferts en capital				
Solde des mouvements de capitaux, y compris les réserves monétaires				Capacité ou besoin de financement

Définition des groupes de branches¹

Textile et habillement	17: Industrie textile; 18: Industrie de l'habillement; 19: Industrie du cuir et d'articles en cuir
Chimie et plastique	23: Cokéfaction; raffinage de pétrole; traitement de combustibles nucléaires; 24: Industrie chimique; 25: Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques
Métallurgie et machines	27: Métallurgie; 28: Travail des métaux; 29: Fabrication de machines et d'équipements; 30: Fabrication de machines de bureau, d'appareils pour le traitement des données et d'équipements informatiques; 34: Industrie automobile; 35: Fabrication d'autres moyens de transport
Electronique, énergie, optique et horlogerie	31: Fabrication d'appareils électriques pour la production, la distribution de l'électricité et d'autres activités similaires; 32: Fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication; 33: Fabrication d'instruments médicaux et d'instruments de précision et d'optique; horlogerie; 40: Production et distribution d'électricité, de combustibles gazeux et de chaleur; 41: Captage, traitement et distribution d'eau
Autres industries et construction	01: Agriculture, chasse et services annexes; 02: Sylviculture; 05: Pêche et aquaculture; 10: Extraction de houille, de lignite et de tourbe; 11: Extraction d'hydrocarbures et services annexes; 12: Extraction de minerais d'uranium et de thorium; 13: Extraction de minerais métalliques; 14: Extraction de la pierre et de la terre, autres industries extractives; 15: Industries alimentaires et industries des boissons; 16: Industrie du tabac; 20: Travail du bois et fabrication d'articles en bois, en liège, vannerie et sparterie (sans la fabrication de meubles); 21: Industrie du papier, du carton et de leurs dérivés; 22: Edition, impression, reproduction d'enregistrements sonores, vidéo et informatiques; 26: Fabrication de verre et d'articles en verre, en céramique, transformation de la pierre et de la terre; 36: Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux, de jouets et d'autres produits; 37: Récupération; 45: Construction
Commerce	50: Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles; stations-service; 51: Intermédiaires du commerce et commerce de gros (sans le commerce de véhicules automobiles); 52: Commerce de détail (sans le commerce de véhicules automobiles et les stations-service); réparation d'articles personnels et domestiques
Sociétés financières et holdings	65.2: Autres intermédiations financières (y compris 74.15: Activités de gestion de holdings); 67: Activités auxiliaires liées à l'intermédiation financière et aux assurances
Banques	65.1: Intermédiation financière (établissements soumis à la loi sur les banques)
Assurances	66: Assurances (sans la sécurité sociale obligatoire)
Transports et communications	60: Transports terrestres; transports par conduites; 61: Transports par eau; 62: Transports aériens; 63: Services auxiliaires des transports; agences de voyage; 64: Postes et télécommunications
Autres services	55: Hôtellerie et restauration; 70: Activités immobilières; 71: Location de machines et équipements sans opérateur; 72: Activités informatiques; 73: Recherche et développement; 74: Services aux entreprises (sans 74.15: Activités de gestion de holdings); 75: Administration publique, défense; sécurité sociale obligatoire; 80: Education et enseignement; 85: Santé, affaires vétérinaires et action sociale; 90: Collecte et traitement des eaux usées et des déchets et autres services d'assainissement; 91: Représentation d'intérêts ainsi qu'associations religieuses et diverses (sans l'action sociale, la culture et le sport); 92: Activités culturelles, sportives et récréatives; 93: Autres services; 95: Ménages avec personnel domestique; 99: Organisations et organismes extraterritoriaux

¹ La définition des branches correspond à la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) 2002 de l'Office fédéral de la statistique.

Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs¹

	Définition des pays
France	Y compris la Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, Monaco, la Réunion ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon.
Portugal	Y compris les Açores et Madère.
Espagne	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
Royaume-Uni	Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.
Norvège	Y compris Svålbard et Jan Mayen.
Etats-Unis	Y compris Porto Rico et Navassa.
Nouvelle-Zélande	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Auckland, Campbell, Antipodes ainsi que Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).
Malaisie	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
Taiwan	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
Inde	Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
Emirats arabes unis	Aboû Dabî, Doubaï, Chârdjah, Adjmân, Oumm al Qaiwaïn, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.
Maroc	Y compris le Sahara occidental.

Définition des régions

UE	Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie et Suède; y compris Bulgarie et Roumanie à partir de 2007.
Reste de l'Europe	Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, îles Féroé, Saint-Siège, Islande, Croatie, Macédoine, Moldavie, Monténégro, Norvège, centres financiers offshore d'Europe, Fédération de Russie, Saint-Marin, Serbie, Turquie et Ukraine. Sans la Principauté de Liechtenstein qui est rattachée à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques.
Centres financiers offshore d'Europe	Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.
Amérique du Nord	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland.
Asie	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei, Cambodge, Géorgie, Irak, Iran, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Ouzbékistan, Qatar, République populaire démocratique de Corée, Syrie, Tadjikistan, Territoires palestiniens occupés, Timor-Leste, Turkménistan et Yémen.
Amérique centrale et du Sud	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Cuba, El Salvador, Guyana, Haïti, Honduras, îles Falkland, Nicaragua, Paraguay, République Dominicaine, Suriname, ainsi que Trinité-et-Tobago ; depuis 2011, y compris Bonaire, Saint-Eustache, Saba et la Jamaïque, mais sans Aruba.
Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud	Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, îles Turks et Caicos, îles Vierges britanniques, îles Vierges des Etats-Unis, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi que Sainte-Lucie ; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et la Jamaïque.
Afrique	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sainte-Hélène, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Territoire britannique de l'océan Indien, Togo, Zambie, Zimbabwe; depuis 2011, y compris le Soudan du Sud.
Océanie (et régions polaires)	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Etats fédérés de Micronésie, Fidji, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, île Bouvet, île Christmas, îles Cocos (Keeling), îles Cook, îles Heard et McDonald, îles Mariannes du Nord, îles Marshall, îles mineures éloignées des Etats-Unis, île Norfolk, îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niué, Nouvelle-Calédonie, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu ainsi que Wallis et Futuna.

¹ La définition des pays et des régions correspond à la géonomenclature d'Eurostat. La définition des pays et des régions antérieure à 2007 figure dans la documentation afférente aux séries chronologiques longues, qui peut être consultée, en format XLS, sur le site Internet de la BNS, sous www.snb.ch, Publications.

Tableaux

Page	Tableau
A2	1.1 Balance suisse des paiements, aperçu
A4	2.1 Marchandises
A5	3.1 Services
A7	4.1 Revenus du travail et de capitaux
A8	5.1 Transferts courants
A9	6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs
A10	6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays
A12	7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs
A13	7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays
A14	8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres
A15	8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie
A16	9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie
A17	10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches
A18	Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

Explication des signes

—	Donnée absolument nulle.
.	Donnée confidentielle, non disponible ou non utilisable.
195	Les chiffres en caractères gras indiquent des données nouvelles ou révisées.

Différences dans les totaux

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

Pratique en matière de révision des données

Chaque année, les données font l'objet d'une révision, en août, à l'occasion de la publication du rapport sur la balance des paiements. En outre, les données sur les flux d'investissements directs et sur les revenus tirés des investissements directs sont révisées en décembre lors de la parution du rapport sur l'évolution des investissements directs. Le rapport publié en août sur la balance des paiements contient les données provisoires pour l'année examinée, mais aussi les données révisées pour les années précédentes.

Les révisions tiennent compte des données parvenues après coup et d'informations nouvelles qui proviennent de sources secondaires; de plus, des estimations provisoires sont alors affinées ou remplacées par des données définitives.

Si les nouvelles informations portent sur une période antérieure, elles entraînent une révision des données pour cette période. Les modifications d'ordre méthodologique, les changements apportés dans les classifications et le recours à de nouvelles sources sont précisés dans la partie «Commentaires» du rapport sur la balance des paiements.

Séries chronologiques longues

Les tableaux publiés dans le rapport sur la balance des paiements sont également disponibles sur le site Internet de la BNS, sous www.snb.ch, Statistiques/Publication de données statistiques/Balance suisse des paiements (rapport annuel). Les séries sur Internet portent sur des périodes plus longues et se prêtent au téléchargement.

1.1 Balance suisse des paiements, aperçu¹

En milliards de francs

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5
Balance des transactions courantes					
Balance des transactions courantes, solde	46.6	11.8	58.5	81.9	61.5
Marchandises, solde	9.4	15.1	16.4	13.2	14.4
Commerce spécial ² , solde	14.0	19.4	20.3	19.5	23.5
Recettes	197.5	206.3	180.5	193.5	197.9
Dépenses	- 183.6	- 186.9	- 160.2	- 174.0	- 174.4
Autres postes, solde	- 4.6	- 4.3	- 3.9	- 6.3	- 9.1
Services, solde	45.5	50.2	45.9	49.1	45.6
Tourisme, solde	2.5	3.8	3.5	3.9	3.2
Recettes	14.6	15.6	15.4	15.6	15.6
Dépenses	- 12.1	- 11.8	- 11.8	- 11.6	- 12.4
Services financiers des banques, solde	21.0	18.5	15.7	14.7	13.4
Recettes	23.2	20.8	17.8	16.5	15.1
Dépenses	- 2.1	- 2.3	- 2.1	- 1.8	- 1.7
Autres services, solde	22.0	27.9	26.7	30.4	29.0
Revenus du travail et de capitaux, solde	3.1	- 39.4	9.3	32.3	13.3
Revenus du travail, solde	- 12.5	- 13.2	- 13.6	- 16.9	- 18.5
Recettes	2.2	2.4	2.5	2.6	2.6
Dépenses	- 14.7	- 15.6	- 16.2	- 19.5	- 21.1
Revenus de capitaux, solde	15.6	- 26.2	22.9	49.2	31.8
Recettes	144.6	89.5	96.8	120.0	99.7
Investissements de portefeuille	37.1	35.6	28.9	30.0	29.2
Investissements directs	55.2	7.1	52.4	75.3	54.4
Autres placements	52.3	46.8	15.6	14.7	16.1
Dépenses	- 128.9	- 115.7	- 73.9	- 70.7	- 68.0
Investissements de portefeuille	- 20.5	- 21.4	- 15.9	- 17.9	- 19.8
Investissements directs	- 54.1	- 46.2	- 39.7	- 37.5	- 33.6
Autres placements	- 54.3	- 48.1	- 18.4	- 15.3	- 14.5
Transferts courants, solde	- 11.4	- 14.1	- 13.1	- 12.6	- 11.7
Transferts en capital					
Transferts en capital, solde	- 5.0	- 3.8	- 3.8	- 4.6	- 1.4
Mouvements de capitaux					
Mouvements de capitaux, solde	- 57.4	- 9.0	- 21.9	- 106.4	- 46.0
Investissements directs, solde	- 22.3	- 32.7	2.5	- 49.7	- 34.8
Investissements directs suisses à l'étranger	- 61.2	- 49.1	- 28.7	- 71.3	- 37.4
Capital social	- 46.5	- 48.6	- 8.4	- 10.6	5.7
Bénéfices réinvestis	- 6.3	25.9	- 27.6	- 36.0	- 18.5
Crédits	- 8.5	- 26.4	7.3	- 24.6	- 24.7
Investissements directs étrangers en Suisse	38.9	16.4	31.2	21.6	2.7
Capital social	12.5	- 0.9	19.7	- 3.2	- 10.6
Bénéfices réinvestis	36.1	- 1.4	26.0	10.6	12.5
Crédits	- 9.7	18.6	- 14.5	14.2	0.8
Investissements de portefeuille, solde	- 23.3	- 38.5	- 32.1	31.0	- 16.9
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	- 25.0	- 71.3	- 40.3	7.9	3.0
Titres de créance	- 18.7	- 67.4	- 38.4	14.2	3.4
Emprunts obligataires et notes	- 33.8	- 70.7	- 45.2	- 5.1	5.8
Papiers monétaires	15.1	3.3	6.8	19.2	- 2.4
Titres de participation	- 6.3	- 4.0	- 2.0	- 6.3	- 0.4
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	1.7	32.8	8.3	23.1	- 20.0
Titres de créance	1.1	6.0	- 2.2	30.2	- 26.2
Emprunts obligataires et notes	- 0.6	5.3	0.0	0.6	- 4.3
Papiers monétaires	1.7	0.6	- 2.3	29.7	- 21.9
Titres de participation	0.6	26.9	10.5	- 7.1	6.2

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5

Mouvements de capitaux (suite)

Produits dérivés et structurés, solde	- 12.8	7.4	2.5	1.3	4.2
Autres mouvements de capitaux, solde	5.0	59.0	51.9	48.9	44.2
Crédits des banques commerciales, solde	5.7	62.8	43.2	13.6	49.1
Crédits à l'étranger	- 290.9	362.8	53.8	14.9	- 5.9
Crédits à des banques	- 241.5	336.6	32.1	30.5	- 2.3
Autres crédits	- 49.4	26.1	21.7	- 15.6	- 3.6
Crédits de l'étranger	296.6	- 299.9	- 10.6	- 1.3	54.9
Crédits de banques	292.3	- 346.1	- 119.4	- 13.6	20.6
Autres crédits	4.3	46.2	108.7	12.3	34.3
Crédits des entreprises ³ , solde	6.6	- 12.3	- 5.2	- 4.0	9.9
Crédits à l'étranger	- 40.4	3.0	- 8.0	- 14.5	5.8
Crédits de l'étranger	47.0	- 15.3	2.8	10.5	4.1
Crédits des collectivités publiques, solde	3.1	5.4	0.0	0.1	- 0.7
Crédits de la Banque nationale, solde	0.0	- 35.1	17.9	30.6	- 9.0
Autres investissements, solde	- 10.3	38.2	- 4.0	8.5	- 5.0
Réserves monétaires, total	- 4.1	- 4.1	- 46.8	- 137.8	- 42.6

Erreurs et omissions nettes

Erreurs et omissions nettes, poste résiduel	15.9	0.9	- 32.8	29.1	- 14.1
--	-------------	------------	---------------	-------------	---------------

¹ Le signe moins (-) signifie un excédent des importations sur les exportations dans les transactions courantes, et une exportation de capitaux dans tous les autres postes.

² Depuis 2002, y compris l'énergie électrique, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour, qui étaient comptabilisés sous *Autres postes* jusqu'en 2001.

³ Les crédits au sein de groupes figurent sous *Investissements directs*.

2.1 Marchandises

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011	Variation en %
	1	2	3	4	5	6
Commerce spécial ¹						
Recettes	197 533	206 330	180 534	193 480	197 907	2.3
Dépenses	183 578	186 884	160 187	173 991	174 388	0.2
Solde	13 955	19 447	20 347	19 489	23 519	.
dont						
Energie électrique						
Recettes	4 197	5 456	4 714	5 060	5 687	12.4
Dépenses	2 892	3 366	3 167	3 736	4 671	25.0
Solde	1 305	2 090	1 547	1 323	1 016	.
Autres marchandises ²						
Recettes	9 500	10 667	7 786	10 573	10 820	2.3
Dépenses	14 082	15 005	11 687	16 883	19 936	18.1
Solde	- 4 582	- 4 339	- 3 901	- 6 310	- 9 116	.
Total						
Recettes	207 033	216 997	188 320	204 053	208 727	2.3
Dépenses	197 660	201 889	171 874	190 874	194 324	1.8
Solde	9 373	15 108	16 446	13 179	14 403	.

¹ Sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, qui sont inclus dans *Autres marchandises*.
Depuis 2002, y compris l'énergie électrique, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour.

² Depuis 2002, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour sont inclus dans *Commerce spécial*.

3.1 Services

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011	Variation en %
	1	2	3	4	5	6
Tourisme, total						
Recettes	14 621	15 598	15 377	15 550	15 577	0.2
Dépenses	12 120	11 782	11 847	11 644	12 393	6.4
Solde	2 501	3 816	3 530	3 907	3 183	.
Voyages de vacances et d'affaires						
Recettes	9 866	10 584	10 134	10 493	10 450	- 0.4
Dépenses	9 647	9 362	9 455	8 896	9 364	5.3
Solde	219	1 222	679	1 596	1 086	.
Trafic journalier et de transit et autres services touristiques						
Recettes	3 081	3 261	3 510	2 934	2 857	- 2.6
Dépenses	2 449	2 396	2 367	2 722	3 004	10.3
Solde	632	865	1 143	212	- 147	.
Dépenses de consommation des travailleurs étrangers						
Recettes	1 674	1 753	1 733	2 124	2 270	6.9
Dépenses	24	24	25	25	26	2.8
Solde	1 650	1 728	1 708	2 098	2 244	.
Assurances privées						
Recettes	5 870	6 435	6 068	5 140	5 100	- 0.8
Dépenses	684	725	913	889	859	- 3.3
Solde	5 187	5 710	5 155	4 251	4 241	.
Commerce de transit						
Recettes	10 716	14 225	14 422	19 827	19 766	- 0.3
Transports, total						
Recettes	6 687	7 195	5 995	5 876	6 154	4.7
Dépenses	4 359	4 542	4 144	4 228	3 968	- 6.1
Solde	2 328	2 653	1 851	1 647	2 185	.
Personnes						
Recettes	3 046	3 364	2 736	2 983	3 021	1.2
Dépenses	2 620	2 630	2 293	2 444	2 475	1.3
Solde	427	734	443	540	546	.
Marchandises						
Recettes	1 179	1 214	961	1 040	1 025	- 1.4
Dépenses ¹	—	—	—	—	—	.
Solde	1 179	1 214	961	1 040	1 025	.
Autres services en matière de transports						
Recettes	2 462	2 617	2 298	1 853	2 108	13.8
Dépenses	1 740	1 912	1 851	1 785	1 494	- 16.3
Solde	722	706	447	68	615	.
Postes, messageries et télécommunications						
Recettes	1 281	1 329	1 443	1 495	1 286	- 14.0
Dépenses	959	1 053	1 133	1 100	923	- 16.1
Solde	322	276	310	395	363	.

3.1 Services (suite)

	2007	2008	2009	2010	2011	Variation en %
	1	2	3	4	5	6
Autres services, total						
Recettes	39 851	38 823	39 663	39 193	37 742	- 3.7
Dépenses	15 420	15 280	19 007	20 165	21 909	8.7
Solde	24 430	23 542	20 656	19 028	15 833	.
Services financiers des banques						
Recettes	23 156	20 808	17 794	16 502	15 112	- 8.4
Dépenses	2 143	2 304	2 056	1 795	1 682	- 6.3
Solde	21 013	18 504	15 738	14 708	13 429	.
Services à contenu technologique						
Recettes	11 583	12 818	16 755	17 686	17 749	0.4
Dépenses	11 911	11 547	16 052	17 575	19 570	11.4
Solde	- 328	1 271	703	112	- 1 820	.
dont						
Licences et brevets						
Recettes	11 184	12 334	16 237	17 256	17 337	0.5
Dépenses	11 640	11 250	15 715	17 303	19 267	11.4
Solde	- 457	1 084	522	- 48	- 1 930	.
Divers services						
Recettes	5 112	5 197	5 115	5 004	4 881	- 2.5
Dépenses	1 367	1 430	899	796	658	- 17.4
Solde	3 745	3 767	4 216	4 208	4 224	.
Total						
Recettes	79 026	83 604	82 967	87 081	85 624	- 1.7
Dépenses	33 542	33 382	37 043	38 025	40 054	5.3
Solde	45 483	50 222	45 924	49 055	45 570	.

¹ Les dépenses pour le transport de marchandises sont le plus souvent incluses dans les importations de marchandises.

4.1 Revenus du travail et de capitaux

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011	Variation en %
	1	2	3	4	5	6
Revenus du travail						
Recettes	2 154	2 394	2 542	2 596	2 575	- 0.8
Dépenses	14 685	15 632	16 182	19 477	21 106	8.4
Solde	- 12 532	- 13 237	- 13 640	- 16 881	- 18 531	.
Revenus de capitaux, total						
Recettes	144 580	89 489	96 806	119 976	99 743	- 16.9
Dépenses	128 931	115 683	73 913	70 750	67 950	- 4.0
Solde	15 648	- 26 194	22 893	49 226	31 792	.
Investissements de portefeuille						
Recettes	37 074	35 557	28 857	30 038	29 238	- 2.7
Dépenses	20 538	21 433	15 887	17 923	19 833	10.7
Solde	16 536	14 124	12 970	12 115	9 406	.
Investissements directs						
Recettes	55 221	7 099	52 384	75 279	54 434	- 27.7
Dépenses	54 064	46 169	39 652	37 541	33 610	- 10.5
Solde	1 158	- 39 071	12 732	37 738	20 824	.
Autres placements						
Recettes	52 284	46 834	15 565	14 658	16 071	9.6
Dépenses	54 329	48 081	18 374	15 286	14 507	- 5.1
Solde	- 2 045	- 1 248	- 2 809	- 627	1 563	.
dont						
Opérations d'intérêts des banques, après prise en compte des SIFIM¹						
Recettes	47 501	35 002	8 033	5 059	4 740	- 6.3
Dépenses	48 637	36 961	9 209	5 971	5 211	- 12.7
Solde	- 1 136	- 1 959	- 1 175	- 912	- 471	.
Pour mémoire: opérations d'intérêts des banques, avant prise en compte des SIFIM¹						
Recettes	49 981	37 548	9 945	6 568	6 220	- 5.3
Dépenses	47 072	35 378	6 293	3 248	2 567	- 21.0
Solde	2 909	2 170	3 651	3 320	3 653	.
Total						
Recettes	146 733	91 884	99 348	122 572	102 317	- 16.5
Dépenses	143 617	131 315	90 095	90 227	89 056	- 1.3
Solde	3 117	- 39 431	9 253	32 345	13 261	.

¹ Services d'intermédiation financière indirectement mesurés, SIFIM: il s'agit de services financiers que les banques fournissent contre une rémunération indirecte comprise dans les intérêts. Les SIFIM figurent avec les commissions bancaires dans les services financiers des banques.

5.1 Transferts courants

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011	Variation en %
	1	2	3	4	5	6
Transferts du secteur privé, total						
Recettes	23 232	25 856	23 680	20 391	21 897	7.4
Dépenses	31 218	36 554	33 484	29 735	30 230	1.7
dont						
Transferts d'immigrés	4 953	5 075	5 351	5 693	6 149	8.0
Solde	- 7 986	- 10 698	- 9 804	- 9 343	- 8 332	.
Transferts du secteur public, total						
Recettes	4 308	4 616	5 064	5 493	5 788	5.4
Dépenses	7 675	7 976	8 387	8 794	9 201	4.6
Solde	- 3 368	- 3 360	- 3 323	- 3 301	- 3 413	.
Assurances sociales						
Recettes	1 606	1 670	1 990	2 256	2 515	11.5
Dépenses	4 994	5 066	5 416	5 618	5 835	3.9
Solde	- 3 387	- 3 396	- 3 427	- 3 363	- 3 320	.
Etat						
Recettes	2 701	2 946	3 074	3 237	3 273	1.1
Dépenses	2 682	2 910	2 970	3 175	3 366	6.0
Solde	19	37	104	62	- 93	.
Total						
Recettes	27 540	30 472	28 744	25 884	27 686	7.0
Dépenses	38 894	44 530	41 871	38 528	39 431	2.3
Solde	- 11 354	- 14 057	- 13 127	- 12 644	- 11 745	.

6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Exportations de capitaux^{2,3,4}

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5
Industrie	27 184	28 320	10 495	7 245	20 420
Textile et habillement ^{5,6}	4 656	38	- 3 145	- 7 134	220
Chimie et plastique	9 795	6 022	1 632	- 1 788	18 214
Métallurgie et machines	5 079	4 186	374	- 354	- 8 084
Electronique, énergie, optique et horlogerie	677	9 053	6 384	9 364	3 927
Autres industries et construction ⁷	6 977	9 022	5 250	7 156	6 144
Services	34 059	20 780	18 209	64 039	17 020
Commerce	- 381	6 445	11 617	13 062	3 383
Sociétés financières et holdings	12 779	20 701	- 5 726	31 000	630
dont					
en mains suisses ⁸	1 659	14 912	- 6 853	981	2 497
en mains étrangères ⁹	11 120	5 789	1 127	30 019	- 1 868
Banques	12 187	1 095	3 310	4 535	1 426
Assurances	- 3 444	- 7 994	6 374	13 306	11 701
Transports et communications ¹⁰	7 531	955	214	500	- 261
Autres services ¹¹	5 387	- 423	2 421	1 635	142
Total	61 242	49 100	28 703	71 284	37 441
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁹	50 122	43 312	27 576	41 264	39 308

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁵ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

⁶ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁷ Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

⁸ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse ou celles dont le capital constitue en majorité du flottant.

⁹ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

¹⁰ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

¹¹ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays¹

Exportations de capitaux^{2,3,4}

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5
Europe	44 621	26 728	4 926	22 408	4 821
UE ⁵	36 866	16 199	9 736	20 209	9 331
Reste de l'Europe ⁶	7 755	10 530	- 4 810	2 199	- 4 511
Pays sélectionnés					
Etats baltes ⁷	62	- 7	42	35	42
Belgique	1 269	292	- 1 592	1 378	5 871
Bulgarie	89	- 9	- 146	102	- 3
Danemark	336	- 842	- 23	7	98
Allemagne	4 314	5 392	4 378	3 066	3 549
Finlande	407	664	433	137	334
France ⁸	6 185	3 083	- 68	4 338	306
Grèce	938	672	- 781	- 528	- 697
Irlande	- 5 563	- 3 782	51	2 464	804
Italie	8 270	919	- 699	- 165	- 786
Croatie	194	178	37	- 43	- 1
Luxembourg	11 283	14 718	- 4 921	41	1 322
Pays-Bas	- 574	4 641	6 056	3 646	- 1 493
Norvège	- 15	303	147	116	30
Autriche	671	- 2 763	703	- 296	567
Pologne	684	329	290	- 262	351
Portugal	- 948	- 44	- 157	186	- 99
Roumanie	295	468	- 126	311	785
Fédération de Russie	1 089	456	- 744	1 134	533
Suède	104	2 182	721	1 347	510
Slovaquie	85	23	49	22	23
Espagne	- 2 288	- 313	1 239	308	673
République tchèque	689	124	226	164	38
Turquie	456	474	37	37	106
Ukraine	255	465	348	305	95
Hongrie	- 853	189	- 253	- 243	28
Royaume-Uni ⁹	7 490	- 11 679	5 856	7 268	- 2 984
Centres financiers offshore ¹⁰	5 433	8 529	- 4 374	494	- 5 448
Amérique du Nord	1 529	26 352	8 648	23 015	10 186
Canada	2 460	- 2 692	3 321	- 997	85
Etats-Unis	- 931	29 044	5 327	24 013	10 102
Amérique centrale et du Sud	8 549	- 10 574	6 250	16 284	2 101
dont					
Argentine	221	192	507	- 505	1 512
Bolivie	44	0	36	- 43	121
Brésil	3 423	778	154	8 319	1 249
Chili	- 108	437	174	204	312
Costa Rica	752	124	33	- 411	48
Equateur	47	- 64	19	- 38	40
Guatemala	7	- 27	18	83	- 44
Colombie	65	53	221	207	- 346
Mexique	418	398	- 574	3 334	297
Pérou	- 173	358	347	1	226
Uruguay	78	323	- 175	197	264
Venezuela	- 99	315	399	144	383
Centres financiers offshore ¹¹	2 956	- 13 493	4 511	4 070	- 1 925

2007	2008	2009	2010	2011
1	2	3	4	5

Asie	3 994	- 232	8 199	8 673	14 502
dont					
Bangladesh	- 13	65	10	- 3	15
Chine	776	1 401	1 202	1 824	4 554
Hong Kong	278	63	826	451	321
Inde	630	1 207	877	1 839	634
Indonésie	156	643	318	722	- 212
Israël	40	358	178	400	1
Japon	2 420	1 371	1 945	316	2 798
Corée (Sud)	794	839	638	275	218
Malaisie	101	95	87	140	137
Pakistan	279	42	329	15	34
Philippines	- 128	11	79	272	38
Arabie saoudite	15	479	124	- 91	281
Singapour	- 1 528	- 16 376	1 464	2 388	1 094
Sri Lanka	14	12	2	25	16
Taiwan	67	111	122	69	400
Thaïlande	460	5	70	344	177
Emirats arabes unis	- 214	7 967	- 809	- 1 757	3 598
Vietnam	14	158	8	20	80
Afrique	1 591	3 797	920	1 618	1 227
dont					
Egypte	141	171	51	202	- 61
Côte d'Ivoire	79	3	114	118	23
Kenya	18	5	- 9	- 175	33
Maroc	45	63	108	58	34
Nigéria	22	59	62	70	33
Afrique du Sud	978	3 739	- 245	127	263
Tunisie	0	7	28	10	38
Océanie	958	3 030	- 240	- 714	4 604
dont					
Australie	819	2 870	- 121	- 650	4 500
Nouvelle-Zélande	114	178	- 8	- 70	68
Ensemble des pays	61 242	49 100	28 703	71 284	37 441

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁵ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁶ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁷ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁸ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁹ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

¹⁰ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

¹¹ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5
Industrie	14 075	2 444	9 242	- 804	1 356
Chimie et plastique	3 404	944	2 883	2 684	3 174
Métallurgie et machines	6 375	1 041	754	- 261	- 130
Electronique, énergie, optique et horlogerie	3 636	- 705	3 972	- 1 588	- 1 187
Autres industries et construction	660	1 165	1 633	- 1 639	- 501
Services	24 859	13 958	21 935	22 358	1 332
Commerce	2 403	- 5 319	4 139	9 563	7 419
Sociétés financières et holdings	9 423	14 723	15 793	11 016	- 5 657
Banques ⁴	3 417	2 518	2 287	285	705
Assurances	1 615	1 267	1 288	1 299	- 1 445
Transports et communications ⁵	6 498	- 187	- 521	42	320
Autres services ⁶	1 503	957	- 1 051	154	- 10
Total	38 934	16 403	31 177	21 555	2 688

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Source jusqu'en 1992: statistique bancaire (BNS).

⁵ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

⁶ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5
Europe	42 970	- 9 604	79 110	9 513	- 678
UE ⁴	44 082	- 8 442	78 327	9 620	- 6 201
Reste de l'Europe ⁵	- 1 112	- 1 162	783	- 107	5 523
Pays sélectionnés					
Belgique	1 057	- 2 289	- 3 408	1 756	200
Danemark	460	511	- 395	- 4 652	- 35
Allemagne	2 310	180	1 311	- 3 126	2 192
France ⁶	1 919	- 2 925	3 761	3 569	- 5 080
Italie	778	1 191	- 144	- 920	- 1 480
Luxembourg	833	4 011	23 353	11 050	- 6 812
Pays-Bas	21 331	- 16 077	34 319	- 1 890	5 364
Autriche	13 031	7 465	6 933	1 645	2 132
Suède	1 273	666	1 527	- 677	633
Espagne	- 263	74	- 745	1 185	470
Royaume-Uni ⁷	- 460	- 3 947	6 743	- 521	- 4 720
Amérique du Nord	4 825	21 094	- 36 251	1 102	- 959
Canada	1 055	- 661	- 125	- 28	- 34
Etats-Unis	3 770	21 755	- 36 126	1 130	- 926
Amérique centrale et du Sud	- 8 816	5 143	- 10 964	10 061	3 504
dont					
Centres financiers offshore ⁸	- 180	5 134	- 7 126	- 4 051	- 1 122
Asie, Afrique et Océanie	- 45	- 231	- 718	880	821
dont					
Israël	45	34	21	36	1 307
Japon	- 44	- 498	87	192	- 47
Ensemble des pays	38 934	16 403	31 177	21 555	2 688

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁶ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁷ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁸ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres¹

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5
Investissements de portefeuille suisses					
à l'étranger	- 25 008	- 71 345	- 40 340	7 907	3 037
Titres de créance	- 18 715	- 67 369	- 38 384	14 165	3 442
Emprunts obligataires et <i>notes</i>	- 33 804	- 70 692	- 45 220	- 5 055	5 797
Papiers monétaires	15 089	3 324	6 836	19 221	- 2 355
Titres de participation	- 6 293	- 3 976	- 1 956	- 6 258	- 406
Actions	7 279	- 19 323	- 8 636	- 5 082	- 4 901
Placements collectifs	- 13 572	15 347	6 680	- 1 176	4 495
Investissements de portefeuille étrangers					
en Suisse	1 700	32 832	8 275	23 065	- 19 983
Titres de créance	1 116	5 958	- 2 231	30 213	- 26 220
Emprunts obligataires et <i>notes</i>	- 612	5 347	44	561	- 4 329
Collectivités publiques	- 466	2 334	- 2 471	110	- 5 859
Autres	- 146	3 013	2 515	451	1 530
Papiers monétaires	1 729	611	- 2 275	29 653	- 21 891
Titres de participation	584	26 874	10 506	- 7 148	6 237
Actions	- 9 040	12 413	8 873	- 7 593	575
Placements collectifs	9 624	14 461	1 633	445	5 662
Solde	- 23 308	- 38 513	- 32 066	30 972	- 16 946

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie¹

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5
Investissements de portefeuille suisses					
à l'étranger	- 25 008	- 71 345	- 40 340	7 907	3 037
Titres de créance	- 18 715	- 67 369	- 38 384	14 165	3 442
CHF	- 5 912	- 11 428	- 27 270	- 3 319	15 703
EUR	- 9 401	- 33 598	- 8 758	20 735	3 377
USD	767	- 18 469	- 3 163	9 659	- 5 394
Autres	- 4 168	- 3 866	799	- 12 907	- 10 246
Titres de participation	- 6 293	- 3 976	- 1 956	- 6 258	- 406
CHF	- 2 416	5 393	5 691	31	2 096
EUR	- 1 518	3 952	- 6 524	713	3 327
USD	- 2 855	- 6 091	559	- 3 268	- 2 831
Autres	495	- 7 226	- 1 687	- 3 724	- 3 004
Investissements de portefeuille étrangers					
en Suisse	1 700	32 832	8 275	23 065	- 19 983
Titres de créance	1 116	5 958	- 2 231	30 213	- 26 220
CHF	529	4 101	- 3 645	30 836	- 27 103
EUR	452	1 548	158	1 612	1 545
USD	89	2 452	- 30	- 2 143	- 193
Autres	46	- 2 143	1 278	- 94	- 468
Titres de participation	584	26 874	10 506	- 7 148	6 237
CHF	- 9 882	14 132	6 153	- 7 775	1 133
EUR	2 602	7 563	192	- 2 366	610
USD	8 182	4 742	3 538	2 288	4 484
Autres	- 319	437	620	706	4
Solde	- 23 308	- 38 513	- 32 066	30 972	- 16 946

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie¹

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5
Crédits à l'étranger	- 290 896	362 780	53 826	14 918	- 5 883
CHF	- 13 757	17 683	7 169	1 383	- 9 657
USD	44 260	116 832	- 4 555	18 779	- 45 652
EUR	- 36 493	28 541	- 18 139	4 057	- 12 264
Autres monnaies	- 285 928	191 353	70 796	- 9 669	63 221
Toutes les monnaies	- 291 918	354 408	55 272	14 550	- 4 352
Métaux précieux	1 022	8 371	- 1 446	368	- 1 531
Crédits de l'étranger	296 587	- 299 949	- 10 645	- 1 271	54 934
CHF	7 331	- 5 679	2 834	18 213	54 915
USD	117 390	- 134 639	- 2 202	- 6 477	42 608
EUR	- 38 037	3 195	6 355	- 11 962	- 11 585
Autres monnaies	210 655	- 154 984	- 18 821	- 1 808	- 30 889
Toutes les monnaies	297 338	- 292 106	- 11 834	- 2 034	55 048
Métaux précieux	- 751	- 7 843	1 190	764	- 114
Solde	5 691	62 831	43 181	13 647	49 051
CHF	- 6 426	12 004	10 003	19 596	45 258
USD	161 650	- 17 807	- 6 757	12 302	- 3 045
EUR	- 74 530	31 737	- 11 783	- 7 905	- 23 849
Autres monnaies	- 75 273	36 369	51 975	- 11 477	32 332
Toutes les monnaies	5 420	62 302	43 438	12 515	50 697
Métaux précieux	271	529	- 256	1 132	- 1 645

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches^{1, 2, 3}

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5
Crédits à l'étranger	- 40 403	3 010	- 7 953	- 14 542	5 772
Industrie	- 1 669	- 1 611	2 486	- 783	146
Chimie et plastique	- 982	- 255	954	- 356	- 108
Métallurgie et machines	- 36	190	412	- 66	591
Electronique, énergie, optique et horlogerie	- 645	- 1 580	1 484	- 792	- 494
Autres industries et construction	- 6	34	- 365	430	157
Services	- 38 734	4 621	- 10 439	- 13 758	5 626
Commerce	- 10 254	3 211	- 6 137	- 3 110	- 312
Sociétés financières et holdings	- 24 710	- 4 635	- 1 437	- 10 255	4 139
Assurances	- 3 331	4 741	- 3 457	- 388	1 216
Transports et communications	- 228	- 134	475	- 353	226
Autres services	- 212	1 438	118	347	357
Crédits de l'étranger	46 970	- 15 303	2 795	10 547	4 121
Industrie	2 316	4 281	- 3 892	- 6 764	3 085
Chimie et plastique	- 1 196	65	- 1 557	1 307	236
Métallurgie et machines	1 962	1 342	- 109	- 1 058	- 745
Electronique, énergie, optique et horlogerie	609	1 588	- 1 172	- 261	744
Autres industries et construction	940	1 286	- 1 055	- 6 752	2 850
Services	44 653	- 19 583	6 688	17 311	1 036
Commerce	17 503	- 8 622	7 568	6 795	7 824
Sociétés financières et holdings	14 103	6 456	1 876	7 136	- 2 662
Assurances	8 135	- 16 197	1 923	5 011	- 3 095
Transports et communications	2 944	- 1 222	- 4 530	- 1 605	- 989
Autres services	1 969	2	- 150	- 25	- 41
Solde	6 566	- 12 293	- 5 158	- 3 995	9 893
Industrie	647	2 669	- 1 407	- 7 548	3 231
Services	5 919	- 14 962	- 3 751	3 553	6 662

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Sans les crédits au sein de groupes, qui entrent dans les investissements directs.

³ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

La BNS publie des données sur la balance des paiements dans deux autres publications. Celles-ci peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS sous www.snb.ch, Statistiques/Publication de données statistique. De plus, des séries chronologiques portant sur une longue période y sont disponibles.

Balance suisse des paiements (estimations trimestrielles)

Ces estimations paraissent trois mois après la fin de chaque trimestre.

Bulletin mensuel de statistiques économiques

La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur la balance des paiements.

Renseignements

bop@snb.ch